

Situation économique des filières avicoles et cunicole

Assemblée Générale de la CFA

17 octobre 2018

Confédération Française de l'Aviculture

Tél. 01 45 22 62 40 / Fax : 01 43 87 46 13

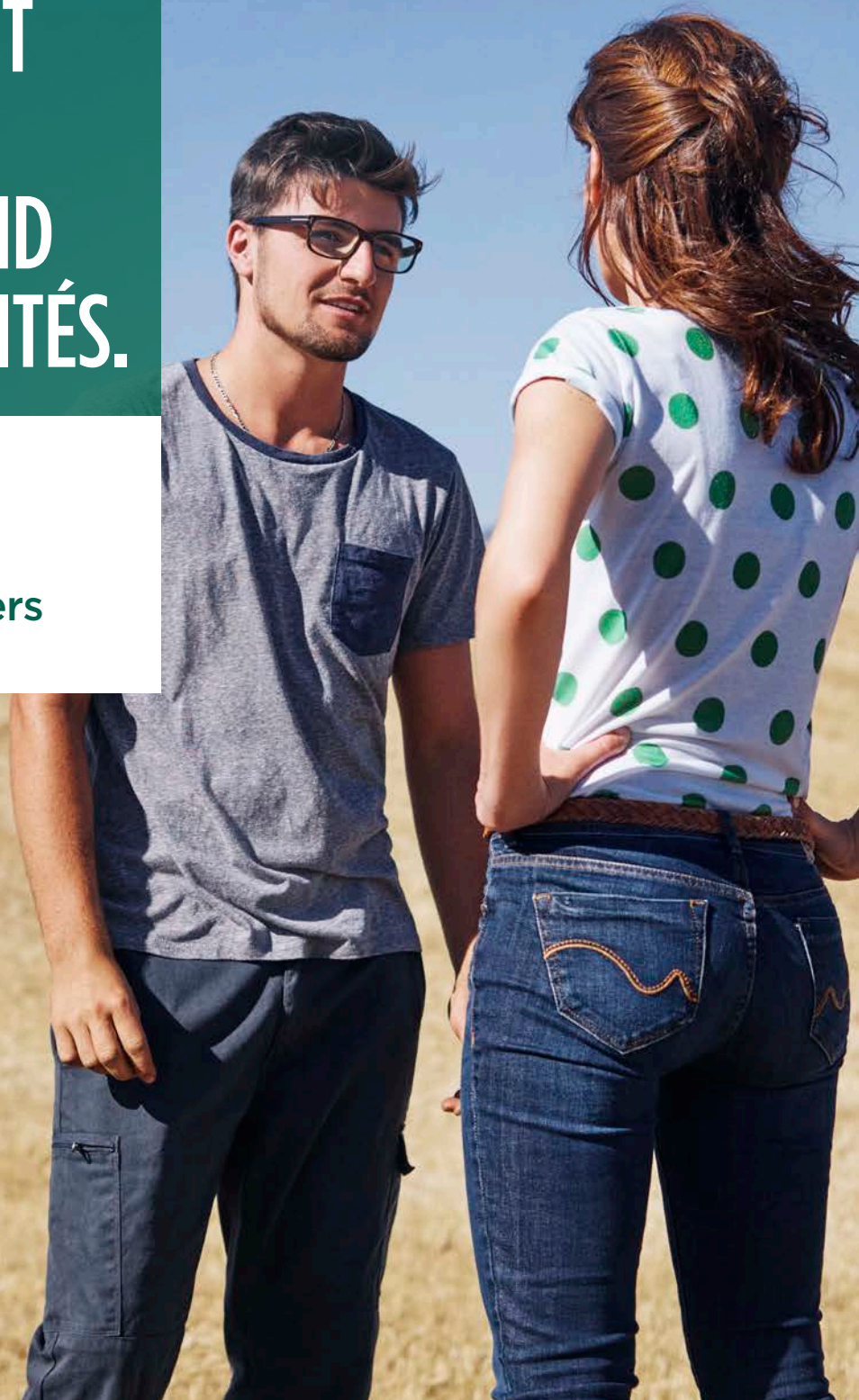
7, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS



Ce rapport a été rédigé avec le concours précieux du service économique de l'Itavi.

EN VRAI, QUAND ON VIENT DE LA TERRE, ON EN COMPREND MIEUX LES RÉALITÉS.

Groupama, 1^{er} réseau*
de professionnels
sur le terrain avec
plus de 2 000 conseillers
et experts.



groupama-agri.fr

Premier assureur du monde agricole, nous conseillons et accompagnons aujourd'hui 6 agriculteurs sur 10* en France . Parce que nous sommes mutualistes et sur le terrain, à vos côtés depuis toujours, nous savons mieux que personne comment répondre aux enjeux spécifiques de votre profession. Nos conseillers et nos experts mettent en place avec vous les solutions adaptées à votre situation dans une logique de prévention et de gestion globale des risques de votre exploitation.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur groupama-agri.fr ou contactez votre conseiller Groupama.

*Source : Groupama 2016. Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles - Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 61 rue Taitbout - 75009 Paris. Document et visuels non contractuels - Réf. Com HP AL/2016 - Crédit photo : Aurélien Chauvaud - Création : Agence Marcel. Janvier 2017.



Groupama
la vraie vie s'assure ici

TABLE DES MATIERES

1.	Les volailles de chair	7
1.1.	Contexte international	7
1.1.1.	La première viande produite et toujours en croissance	7
1.1.2.	Perspectives de croissance : Décrochage de l'Union européenne	8
1.1.3.	Échanges mondiaux de viandes de volailles	8
1.1.4.	Coûts de production dans le monde	11
1.2.	Union européenne : une production duale entre l'Est et l'Ouest	12
1.2.1.	Production	12
1.2.2.	Échanges européens de viande de volaille	14
1.2.3.	Consommation européenne de volaille stable	16
1.2.4.	Tendances 2018	16
1.3.	Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques	18
1.3.1.	Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques	18
1.3.2.	Échanges français de viandes de volailles	19
1.3.3.	Exportations	19
1.3.4.	Importations	21
1.3.5.	Solde	22
1.3.6.	Place des signes de qualité dans la production de volailles de chair	24
1.3.7.	Structure des exploitations de volailles en France	24
1.3.8.	Une consommation de poulet qui continue de progresser au profit des importations	27
1.3.9.	Tendance 2018	29
2.	Les œufs et les ovoproduits	30
2.1.	Contexte international	30
2.1.1.	Production mondiale	30
2.1.2.	Commerce extérieur	31
2.2.	Marchés européens	32
2.2.1.	Une production européenne qui reste stable en 2017	32
2.2.2.	Mises en places en 2017	33
2.2.3.	De plus en plus de systèmes alternatifs en Europe	33
2.2.4.	Commerce communautaire d'œufs et ovoproduits	35
2.2.5.	Consommation d'œufs en Union européenne	35
2.3.	La filière et le marché français	36
2.3.1.	Évolution de la production	36
2.3.2.	Un déficit en œufs coquille qui s'accroît et un excédent en ovoproduits qui s'amoin- drit	38
2.3.3.	Consommation et segmentation de marché	39
3.	Le lapin de chair	43

3.1.	Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux.....	43
3.1.1.	Production	43
3.1.2.	Commerce européen de viande de lapin.....	43
3.1.3.	Une situation de déconsommation de viande de lapin dans la plupart des pays producteurs	43
3.2.	La filière française.....	45
3.2.1.	Des indicateurs de production en repli depuis vingt ans	45
3.2.2.	Un solde des échanges excédentaire	47
3.2.3.	Consommations de viandes de lapin.....	50
4.	Le foie gras.....	52
4.1.	Contexte mondial	52
4.1.1.	Une production mondiale en baisse	52
4.1.2.	Échanges européens en hausse en valeur	52
4.2.	Production française de foie gras impactée par les crises sanitaires.....	53
4.3.	Repli du solde commercial en 2016 et 2017	54
4.4.	Une consommation en baisse.....	55
5.	Conclusions et perspectives pour les filières avicoles et cunicole	56
5.1.1.	Des perspectives très favorables pour la volaille à l'échelle mondiale mais un déficit de compétitivité à combler pour la filière française	56
5.1.2.	Une montée en puissance des attentes sociétales et des controverses autour de l'élevage.....	56
5.1.3.	L'importance de la maîtrise des risques sanitaires.....	56

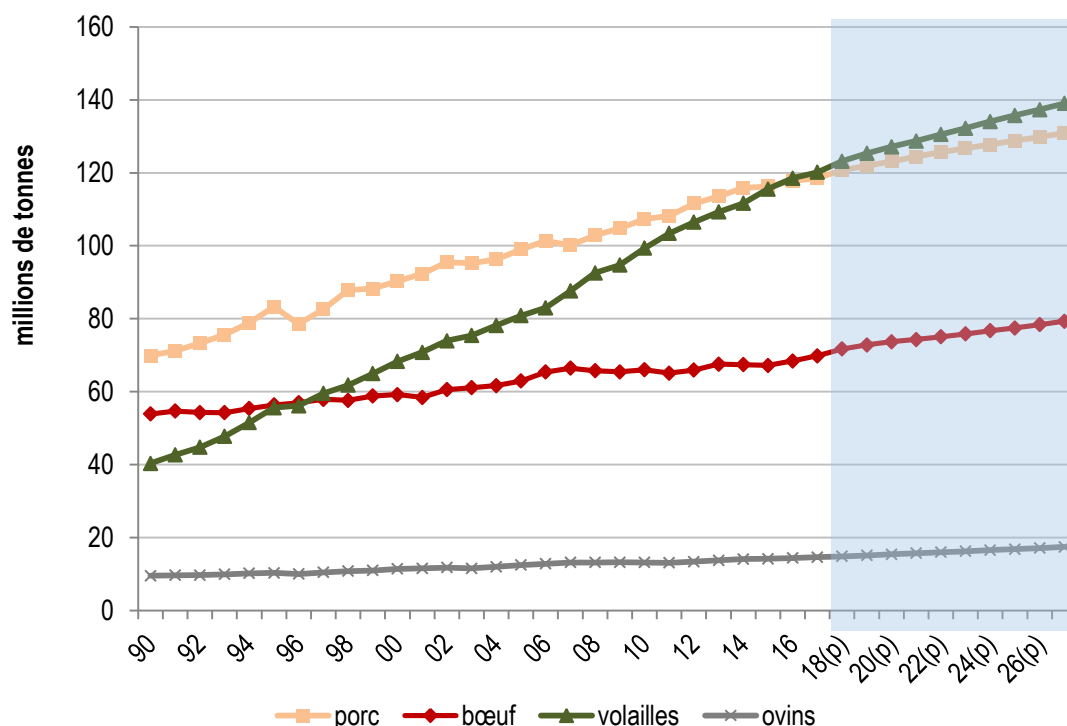
1. Les volailles de chair

1.1. Contexte international

1.1.1. La première viande produite et toujours en croissance

La production mondiale de viande de volaille affiche la plus forte croissance au sein des productions de viandes. Depuis les années 2000, son taux de croissance annuel moyen est de 3,4 % contre 1,6 % pour la viande porcine, 1,5 % pour la viande ovine et 1,0 % pour la viande bovine. Selon les estimations OCDE/FAO, la volaille est la première viande produite dans le monde avec 120 millions de tonnes (Mt) devant la viande porcine (119 Mt), la viande bovine (70 Mt) et la viande ovine (15 Mt). Le poisson est aussi une source de protéines animales qui se développe avec 176 Mt (dont 83 Mt issues de l'aquaculture) en 2017. Cette croissance du secteur des volailles est principalement due à la production de poulet qui représente 90 % de la production mondiale en 2016 selon FAOSTAT, tandis que les productions de dinde (5 %) et de canard (4 %) restent plus modestes même si elles suivent également une dynamique de croissance sur les dix dernières années.

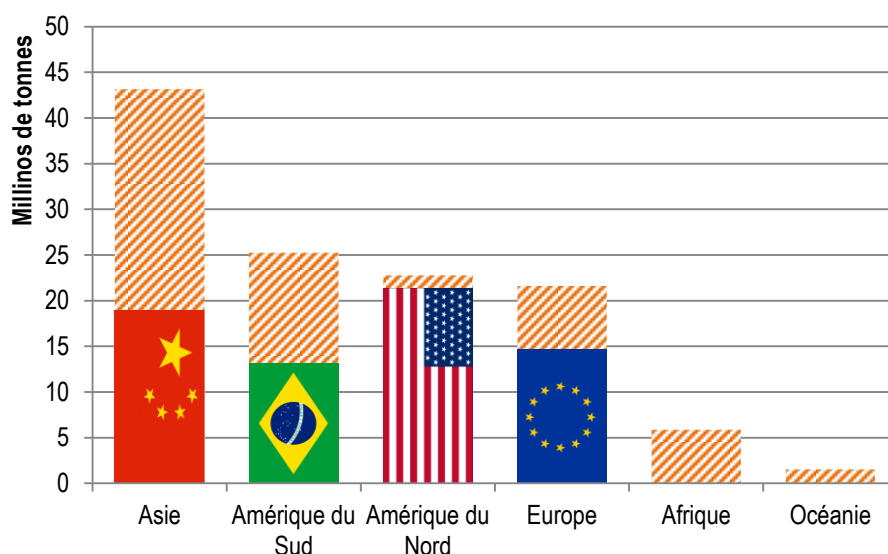
Production mondiale de viandes et poissons sur la période 1990-2017 et projections OCDE à horizon 2027



Source : ITAVI d'après OCDE/FAO

En 2017, les principales régions productrices de volaille sont l'Asie (36 %), l'Amérique latine (21 %), l'Amérique du Nord (19 %) et l'Europe (18 %). Les États-Unis sont les premiers producteurs (21,4 Mt) suivis de la Chine (19,0 Mt), de l'Union européenne (14,7 Mt) et du Brésil (13,1 Mt).

Principales régions productrices de viande de volaille en 2017



Source : ITAVI d'après OCDE/FAO

1.1.2. Perspectives de croissance : Décrochage de l'Union européenne

Au cours des dix prochaines années, la production de volaille devrait représenter près de la moitié de la croissance totale de la production de viande. Ainsi, les perspectives de croissance de l'OCDE et de la FAO¹ vont dans le sens d'un maintien de la croissance de la production mondiale de volaille à 1,5 % par an. La croissance estimée pour la Chine devrait être la plus soutenue avec 1,9 % par an. La production communautaire devrait suivre une croissance moins soutenue selon les perspectives, avec un marché mature et une production stable dans les pays d'Europe de l'Ouest. Ainsi la production brésilienne devrait dépasser celle de l'Union européenne en 2027. L'Inde, dont la contribution à la production mondiale reste modeste (3 Mt), pourrait maintenir un développement rapide de sa production de volaille à un rythme de 2,9 % par an selon l'OCDE.

Production de volailles en 2017 et perspectives d'évolution à 10 ans d'après l'OCDE et la FAO

	Production 2017	Perspectives de croissance annuelle à 10 ans
États-Unis	21	+ 1,1 %
Chine	19	+ 1,9 %
UE-28	15	+ 0,5 %
Brésil	13	+ 1,7 %
Russie	5	+ 0,6 %
Inde	3	+ 2,9 %
MONDE	120	+ 1,5 %

Source : ITAVI d'après OCDE/FAO

1.1.3. Échanges mondiaux de viandes de volailles

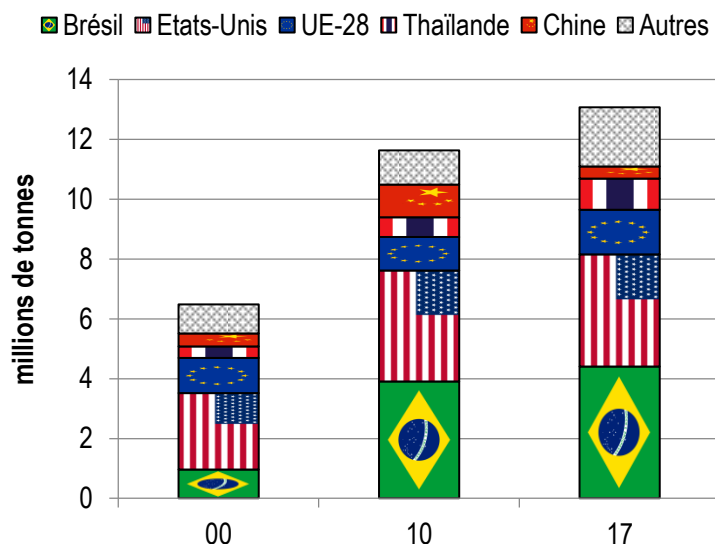
1.1.3.1. Exportations

Les échanges mondiaux de viande de volaille (hors commerce intra-UE), qui représentent 11% de la production totale, ont été multipliés par deux depuis 2000 et sont en hausse de 1 % en 2017 par rapport à l'année précédente. Le premier exportateur mondial est le Brésil avec 32 % des parts de marché en volume, suivi des

¹ Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027. <http://www.fao.org/3/i9166en/I9166EN.PDF>

États-Unis (27 %), de l'Union européenne (11 %), de la Thaïlande (7 %) et de la Chine (4 %). Le poids du reste des pays exportateurs est en hausse sur les dernières années et traduit l'émergence de nouveaux acteurs sur le marché mondial tels que l'Ukraine, la Turquie et la Russie pour lesquels les exportations ont plus que doublé depuis 2010. Si l'importance de ces pays reste encore modeste dans le commerce mondial (entre 1 % et 2 % des parts de marché), ces nouveaux acteurs contribuent à intensifier la concurrence internationale notamment avec les pays de l'Union européenne.

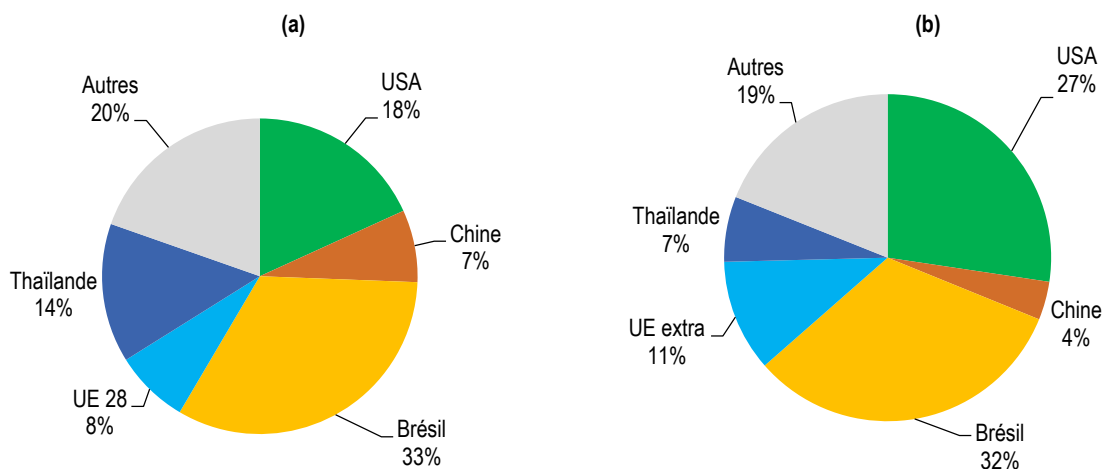
Évolution des ventes des principaux exportateurs mondiaux de viande de volailles



Source : ITAVI d'après OCDE/FAO

En valeur, les parts de marché à l'export des États-Unis (18 %) sont plus faibles qu'en volumes (27 %) car ces derniers exportent majoritairement des produits à bas prix non-consommés sur le marché intérieur. C'est l'inverse pour la Thaïlande, qui totalise 14 % des exportations mondiales en valeur, majoritairement des préparations cuites à prix élevé vers l'UE et le Japon, les exportations de viandes crues ayant été interdites par le passé du fait de l'influenza aviaire.

Part de marché des principaux pays exportateurs de viandes et préparations de volailles en valeur (a) et en volume (b) pour l'année 2016

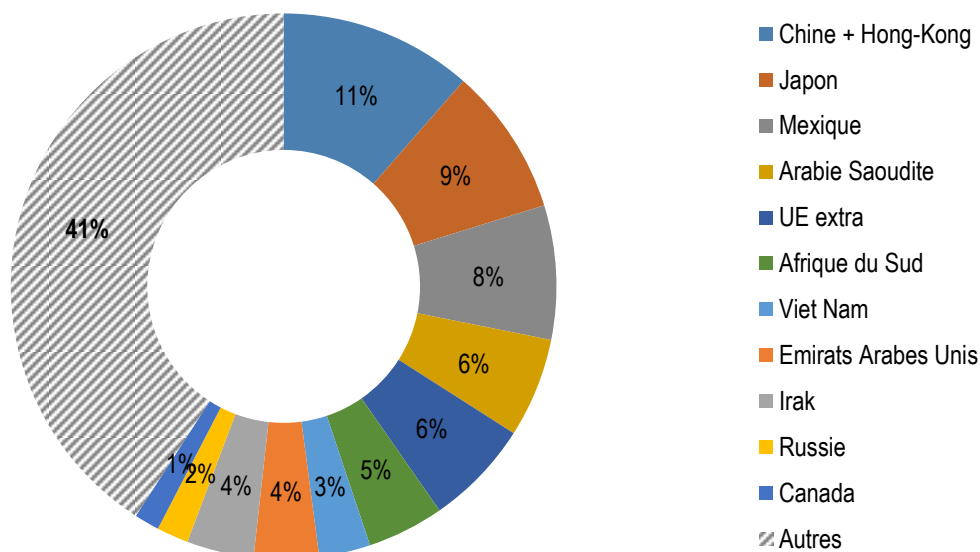


Source : ITAVI d'après TradeMap

1.1.3.2. Importations

Les importations sont moins concentrées au niveau mondial, la somme des dix premiers pays importateurs et de l'UE-28 ne représentant que la moitié des importations totales de viandes de volaille. En 2017, les principaux importateurs sont la Chine et Hong-Kong avec 11 % des volumes suivis du Japon (9 %), du Mexique (8 %) et de l'Union européenne (6 %). Parmi les pays du Proche et Moyen Orient, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et l'Irak réunis comptent pour 14 % des importations de viandes et préparations de volailles. La Russie, aujourd'hui exportatrice nette a fortement baissé ses importations depuis 2010 (- 63 %).

Part des principaux pays dans les importations mondiales en volume de viandes et préparations de volailles (2017)



Source : ITAVI d'après TradeMap

1.1.3.3. Tendances du marché mondial en 2018

Le commerce mondial de viande de volailles subit des perturbations en 2018, touchant notamment le principal exportateur mondial, le Brésil. Suite au scandale de la viande avariée (« carne fraca ») ayant touché le pays, l'Union européenne a retiré les agréments à l'export de 20 entreprises brésiliennes. La Chine a mis en place des mesures anti-dumping sur les importations de volaille brésilienne avec des mesures spécifiques par entreprises ce qui impactera probablement les volumes dans les prochains mois. Enfin, l'Arabie Saoudite souhaite mettre en place un nouveau système de certification Halal dans lequel l'étourdissement avant abattage est interdit provoquant une chute des exportations de 30% vers cette destination au premier trimestre 2018. De plus une grève des transports a entraîné la mort d'environ 70 millions de poulets. Toutefois l'USDA projette une reprise de la production de poulet au Brésil en 2019 avec des exportations de nouveau en croissance et une demande intérieure dynamique en lien avec une reprise envisagée de l'économie (+ 2,5 % de croissance du PIB).

La production mondiale est par ailleurs indirectement impactée par un contexte tendu au niveau des matières premières entre tensions commerciales sino-américaines et sécheresse en Europe du Nord impactant les prix des céréales et oléo-protéagineux depuis plusieurs mois. La demande chinoise en tourteau brésilien étant en hausse conduira à une hausse du coût de l'aliment pour les producteurs du Brésil tandis que le coût de l'aliment devrait baisser aux États-Unis et en Asie du Sud-Est. En Europe, les évolutions contraires du marché des céréales et des oléo-protéagineux impliquent une incertitude sur les coûts de production.

Au premier semestre, les abattages de poulets aux États-Unis sont en hausse de 2,1 % en tonnes, tandis que les abattages de poulet au Brésil sont en repli de 2,6 % en têtes. Les abattages européens sont quant-à-eux en hausse de 2,5 % pour le poulet.

1.1.4. Coûts de production dans le monde

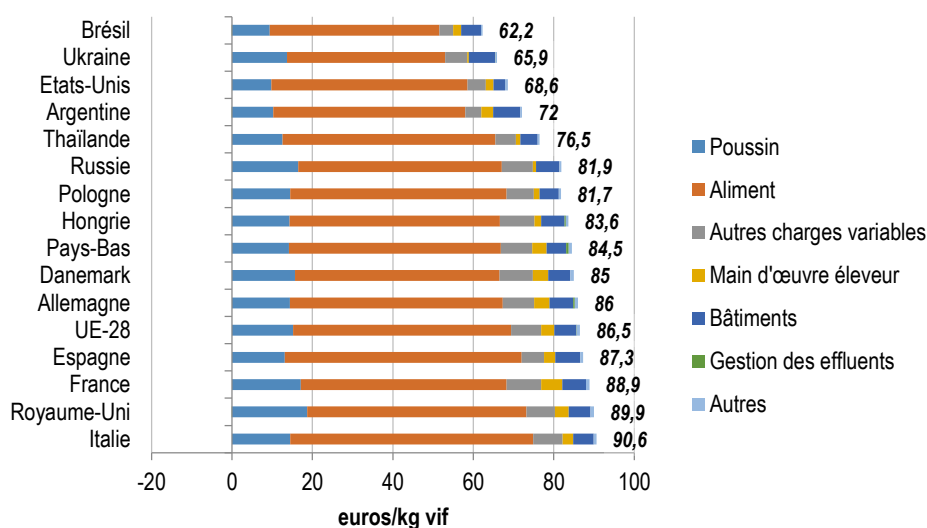
Les coûts de production estimés par Peter Van Horne (Wageningen Economic Research) pour l'année 2015 confirment la compétitivité du Brésil au niveau mondial avec un coût de production 62,2 €/100kg de poids vif, 28 % inférieur à celui de la moyenne des pays de l'UE-28, qui s'explique principalement par le faible coût de l'aliment et du poussin. Un autre avantage comparatif du Brésil vis-à-vis de l'UE concerne les autres charges variables (énergie, frais vétérinaires...), ainsi qu'un cadre réglementaire moins contraignant.

En Europe, l'Ukraine possède les coûts de production les plus bas (65,9 €/100kg) suivie de la Pologne (81,9 €/100kg). La France possède un coût de production 2,7 % plus élevé que la moyenne de l'UE avec notamment un prix du poussin plus élevé et un poids d'abattage plus faible.

Les comparaisons de coûts de production sont toutefois difficiles à interpréter. En effet dans des filières intégrées comme la France il n'existe pas de réel marché de l'aliment ou du poussin car les éleveurs et leurs partenaires aval négocient une marge poussin aliment.

Peter van Horne réalise également une comparaison internationale des coûts sortie abattoir qui tend à renforcer les écarts entre l'UE et ses principaux compétiteurs du fait d'un coût de la main-d'œuvre inférieur (au Brésil, en Ukraine et même aux États-Unis). En intra Union européenne, les estimations publiées par Peter van Horne ne tiennent pas compte de la taille et du niveau d'automatisation des abattoirs. Ainsi les abattoirs français, plus petits, produisant une diversité importante de produit et s'appuyant donc sur une main d'œuvre importante peinent à réaliser les économies d'échelles qui prévalent en Allemagne ou aux Pays-Bas.

Comparaison internationale des coûts de production du poulet vif en 2015



Source : van Horne, 2017

1.2. Union européenne : une production duale entre l'Est et l'Ouest

1.2.1. Production

La production de viande de volaille en Union européenne est estimée par l'Itavi à partir d'Eurostat et de statistiques nationales (SSP, Mapama, Defra, Destatis, Istat) à 14,68 millions de t_{éc} en 2017 contre 14,70 en 2016 soit une baisse de 0,2 % sur l'année. Les abattages sont concentrés dans quelques pays notamment en Pologne (16 %), au Royaume-Uni (13 %), en France (11 %), en Espagne (11 %), en Allemagne (10 %), en Italie (9 %) et au Pays-Bas (7 %). Le poulet représente 82 % de la production, la dinde 14 % et le canard 3 %.

Sur dix ans, la production de viandes de volaille de l'UE à 28 progresse à un rythme moyen de 2,5 % par an sous l'impulsion des nouveaux États membres (+ 4,4 % / an) et notamment de la Pologne dont la production a doublé sur la même période tandis que la production de l'UE-15 croît de façon plus modérée (+ 1,9 % / an), la progression des attentes sociétales orientant plutôt la production vers une diversification et une montée en gamme des produits (bien-être animal, sans-antibiotiques, non-OGM, SIQO, ...) que vers une hausse des volumes.

1.2.1.1. Volailles de chair

Les abattages sont quant à eux stables + 0,7 % en 2017 soit 14,51 t_{éc}. Il s'agit d'un net ralentissement de la croissance (+ 2,5 % / an en moyenne sur 10 ans) en lien avec les épidémies de grippe aviaire et en raison d'abattages de poulet moins dynamiques en Pologne que par le passé.

La production de poulet tire la croissance avec une hausse de 1,8 % par rapport à 2016 tandis que les abattages de dinde sont en repli de 1,5 % et ceux de canard de 6,4 %.

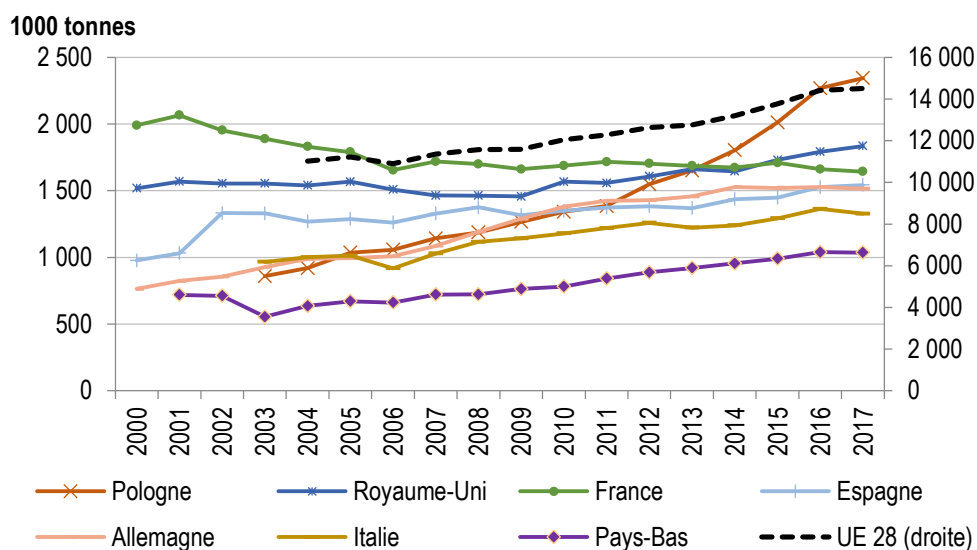
La Pologne reste le premier producteur de volaille de l'Union européenne avec 2,34 Mt abattues devant le Royaume-Uni (1,84 Mt) et la France (1,64 Mt). Ainsi, la France est le seul des premiers pays producteurs à avoir vu sa production stagner sur 10 ans tandis que les progressions pour les autres pays ont été continues. Comparé aux années précédentes, les abattages polonais subissent toutefois un net ralentissement à + 3,3 % en 2017 tandis que le taux de croissance annuel moyen des dix dernières années était de 7,4 % avec une conjoncture moins favorable pour le poulet que pour les années précédentes. La croissance des abattages se poursuit en revanche au Royaume-Uni avec une hausse de 2,4 % en 2017 contre 2,3 % sur les dix dernières années.

Abattages de volailles en Union européenne – 1 000 t_{éc}

	2005	2010	2015	2016	2017	17/16%	17/07%
Pologne	1 036	1 342	2 011	2 268	2 344	3,3%	105,1%
Royaume-Uni	1 567	1 568	1 731	1 791	1 835	2,4%	25,3%
France	1 790	1 687	1 709	1 661	1 643	-1,1%	-4,4%
Espagne	1 287	1 349	1 447	1 527	1 542	1,0%	16,1%
Allemagne	994	1 380	1 520	1 527	1 514	-0,8%	39,3%
Italie	1 013	1 180	1 292	1 364	1 327	-2,7%	29,0%
Pays-Bas	671	782	990	1 039	1 036	-0,3%	43,7%
UE-28	11 216	12 046	13 763	14 413	14 512	0,7%	27,7%

Source : ITAVI d'après Eurostat, SSP, Defra, Mapama, Destatis, Istat

Abattages de volailles dans plusieurs pays de l'Union européenne



Source : Itavi d'après Eurostat, SSP, Defra, Mapama, Destatis

1.2.1.2. Poulet

Les abattages de poulet de l'année 2017 sont en hausse de 1,8 % par rapport à 2016 avec en première place la Pologne devant le Royaume-Uni, L'Espagne et la France.

Si la croissance des dix dernières années a été très importante en Pologne, l'année 2017 est marquée par les épisodes d'influenza aviaire ayant impacté la production dinde. Le cours du zloty polonais s'est également apprécié de 2,5 % par rapport à l'Euro en 2017, avec un impact potentiel sur les exportations. Par ailleurs, l'USDA fait état d'un coût de l'aliment élevé couplé à des prix à la production en repli pouvant également expliquer la croissance modérée des abattages.

Au Royaume-Uni les abattages de poulet sont restés dynamiques en 2017 avec une croissance de 2,6 % par rapport à 2016. La production est tirée depuis plus de dix ans par la demande en viande de volailles. Depuis 2000, la population britannique a en effet crû de 10 % (10 % en France) et la consommation de volaille par habitant a augmenté de 23 % (12 % en France). L'ajustement de l'offre n'étant pas assez rapide, le Royaume-Uni s'approvisionne sur le marché extérieur pour satisfaire sa demande intérieure, notamment en Union européenne (Pays-Bas, Pologne), en Thaïlande et au Brésil.

Abattages de gallus en Union européenne – 1 000 t

	2005	2010	2015	2016	2017	17/16%	17/07%
Pologne	796	1 094	1 635	1 850	1 937	4,7%	116,1%
Royaume-Uni	1 333	1 376	1 521	1 595	1 637	2,6%	29,5%
Espagne	1 048	1 116	1 186	1 269	1 256	-1,0%	18,7%
France	974	1 018	1 093	1 070	1 091	1,9%	12,4%
Pays-Bas	654	781	990	1 039	1 034	-0,4%	47,0%
Allemagne	591	837	1 013	999	1 010	1,1%	52,4%
Italie	695	865	969	1 022	1 007	-1,5%	37,3%
UE 28	<i>n.d.</i>	9 585	11 103	11 680	11 887	1,8%	37,9%

Source : Itavi d'après Eurostat, SSP, Defra, Mapama, Destatis

1.2.1.3. Dinde

En 2017, les abattages de dinde des pays de l'UE sont en repli de 1,5 %. La tendance est notamment baissière pour l'Italie (- 7,0 %), la France (- 5,6 %), l'Allemagne (- 3,6 %) et la Pologne (- 2,9 %). Cette dernière dont la production annuelle moyenne croît de 5 % depuis dix ans a été touchée par des épidémies de grippe aviaire entre décembre 2016 et avril 2017. La production espagnole de dinde s'inscrit à la hausse depuis une dizaine d'année (+ 25 % / an), avec un marché intérieur dynamique, et avec une progression des exportations vers l'Union européenne et de plus en plus vers les marchés africains (Bénin, Togo, Gabon, Guinée, Afrique du Sud). En 2017, les abattages progressent de 17,4 % par rapport à 2016.

Abattages de dindes en Union européenne – 1 000 tée

	2005	2010	2015	2016	2017	17/16%	17/07%
Allemagne	385	478	461	483	466	-3,6%	23,6%
France	552	390	348	365	344	-5,6%	-21,6%
Pologne	203	205	306	342	333	-2,9%	61,9%
Italie	300	298	313	332	309	-7,0%	10,4%
Espagne	20	159	189	187	220	17,4%	804,5%
Royaume-Uni	192	162	181	164	167	1,8%	1,6%
UE 28	n.d.	1 901	2 002	2 086	2 055	-1,5%	18,9%

Source : Itavi d'après Eurostat, SSP, Defra, Mapama, Destatis

1.2.1.4. Canard

Les abattages communautaires de canard sont en repli important de 6,4 % en 2017 soit 437 580 tée.

La France, qui produit près de la moitié de la viande de canard européenne, a subi de lourdes pertes en canard gras suite aux deux derniers épisodes d'influenza aviaire expliquant ce repli au niveau européen. Par ailleurs, les productions hongroise et bulgares ont également été touchées en 2017 (- 33 % et - 13 %).

Abattages de canards en Union européenne – 1 000 tée

	2005	2010	2015	2016	2017	17/16%	17/07%
France	255	234	231	208	204	-1,9%	-25,3%
Hongrie	53	51	77	78	52	-33,4%	3,6%
Pologne	14	14	40	45	43	-4,8%	157,8%
Allemagne	0	61	43	41	37	-10,3%	-19,7%
Royaume-Uni	42	30	29	30	31	3,5%	-15,1%
Bulgarie	12	20	20	22	20	-13,0%	16,4%
UE 28	n.d.	453	481	467	437	-6,4%	-9,6%

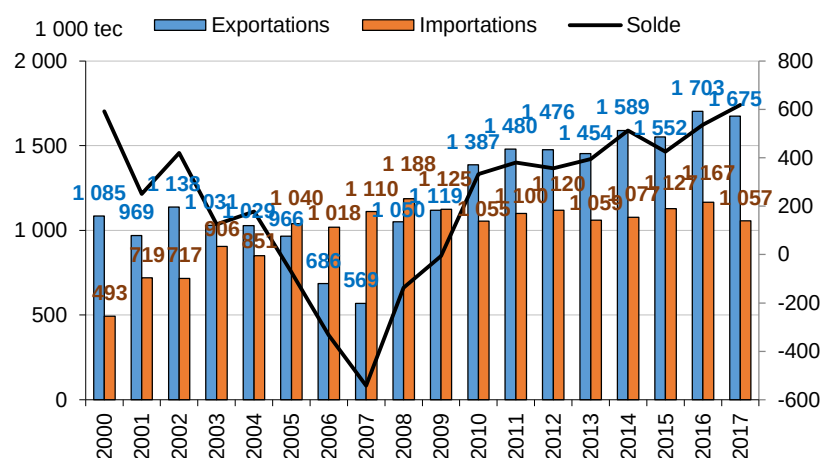
Source : Itavi d'après Eurostat, SSP, Defra, Mapama, Destatis

1.2.2. Échanges européens de viande de volaille

Le solde des échanges de viandes et préparations de volailles, qui s'était nettement dégradé entre 2000 et 2007 suite à la demande croissante de viandes blanches à l'issue de la crise ESB, est reparti à la hausse jusqu'en 2011 puis son taux de croissance annuel s'est stabilisé depuis, autour de 8,5 % par an. Depuis 2011, les exportations extra-européennes progressent à un rythme de 2,1 % par an tandis que les importations sont stables avec un repli de 0,7 % par an sur la même période, en relation avec un tassement des importations en provenance du Brésil qui s'est accentué la dernière année à cause du scandale sanitaire. Ainsi la part des

importations brésiliennes dans le total des importations européennes est passée de 65 % en 2011 à 47 % en 2017.

Évolution des échanges extra-communautaires de viandes et préparations de volailles en volume



Source : ITAVI d'après Eurostat - Comext

En 2017 les importations de viande de volailles sont en repli de 9,4 % par rapport à 2016, avec une baisse des importations en provenance de Thaïlande (- 4,6 %) et du Brésil (- 18,3 %) tandis que les importations Ukrainiennes sont en hausse de 59,7 %.

Importations européennes de viandes de volailles des pays tiers – en 1000 tec

	2000	2005	2010	2015	2016	2017	%17/16
Brésil	228	675	699	608	603	493	-18,3%
Thaïlande	165	172	278	399	421	402	-4,6%
Ukraine	0	0	0	46	52	83	59,7%
Autres	100	193	78	74	90	79	-12,7%
TOTAL	493	1 040	1 055	1 127	1 167	1 057	-9,4%

Source : Itavi d'après Eurostat

Ces importations sont principalement constituées de préparations à base de poulet (43 %) et de volailles saumurées (30 %) constituées principalement de produits à forte valeur ajoutée.

Importations européennes de viandes de volailles des pays tiers par type de produit – en 1000 tec

1000 tec	2010	2015	2016	2017	%17/16
Découpes congelées de poulet	179	172	153	129	-15,7%
Découpes congelées de dinde	17	14	16	10	-37,3%
Préparations à base de poulet	438	434	467	455	-2,5%
Préparations à base de dinde	127	73	61	67	9,9%
Volailles Saumurées	287	394	407	319	-21,5%
Autres	7	40	63	77	21,1%
TOTAL	1 055	1 127	1 167	1 057	-9,4%

Source : Itavi d'après Eurostat

En 2017, les exportations européennes de volailles sont en repli de 1,6 % en volume. Elles constituées de produits faiblement consommés sur le marché intérieur tels que les découpes congelées de poulet (67 %) à destination des marchés africain et asiatique (ailes, cous ...) ainsi que de produits spécifiques comme le poulet

entier congelé (16 %) à destination des pays du Proche et Moyen Orient. Plus récemment, la Pologne développe ses exportations de viandes séparées mécaniquement vers l'Ukraine.

Exportations européennes de viandes de volailles des pays tiers par type de produit – en 1000 t c

1 000 t�c	2010	2015	2016	2017	% 17/16
Russie	252	0	0	0	-
Proche et Moyen Orient	237	226	190	171	-10,0%
Afrique Subsaharienne	323	654	716	666	-7,0%
Asie de l'Est	211	286	335	354	5,8%
Autres	365	386	462	484	4,8%
TOTAL	1387	1552	1703	1675	-1,6%

Source : Itavi d'après Eurostat

Ainsi le solde en valeur de viande et préparation de volailles est déficitaire   - 532 M  en 2017, en réduction par rapport à 2016 (- 741 M ) en lien avec la réduction des importations en provenance du Brésil cette année. Selon la Commission européenne, les exportations brésiliennes vers l'UE devraient rester faibles sur les prochaines années.

1.2.3. Consommation européenne de volaille stable

En 2017, la consommation européenne de volaille, calculée par bilan, est stable par rapport à 2016 (- 0,7 %)   hauteur de 14 millions de t c avec des abattages stables et un solde excédentaire en hausse. En 2017, la consommation par habitant est en moyenne de 27,0 kg c pour un européen, stable par rapport à 2016 (- 0,1 %). Les consommations par habitant sont en hausse de 3,3 % en Espagne et de 1,8 % en France tandis qu'elles se replient au Royaume-Uni de 2,6 % et en Pologne (- 6,4 %).

Consommation européenne de viandes de volailles en Union européenne – en kg c/hab/an

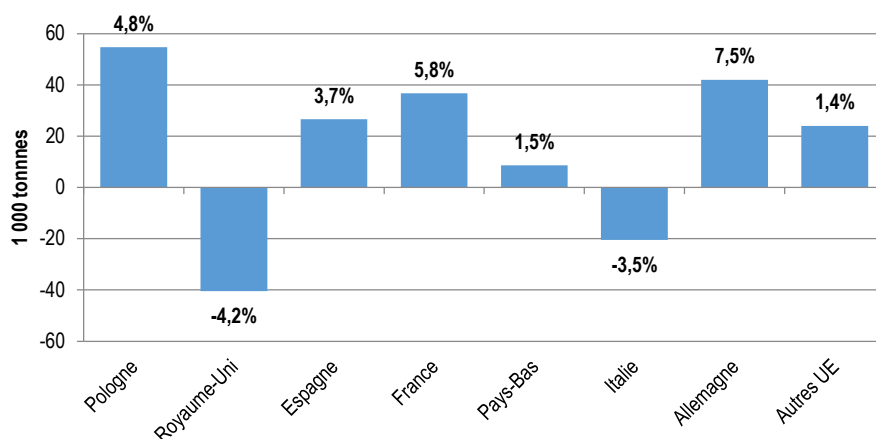
	2005	2010	2015	2016	2017	%17/16
Espagne	31,9	30,3	31,1	32,3	33,4	+ 3,3%
France	23,2	24,7	26,8	27,2	27,7	+ 1,8%
Royaume-Uni	33,1	34,1	37,3	39,0	38,1	- 2,3%
Allemagne	16,9	19,8	21,5	21,7	21,2	- 2,6%
Italie	17,3	18,4	19,9	20,5	20,1	- 1,7%
UE 15	23,0	24,4	26,3	27,3	27,1	- 0,6%
Pologne	23,5	22,8	24,5	25,9	24,2	- 6,4%
Roumanie	22,2	<i>n.d.</i>	21,1	23,4	24,7	+ 5,5%
Rép. t�ch�que	27,2	25,0	22,7	24,1	25,1	+ 4,4%
NEM 13	23,7	20,8	23,4	24,9	25,5	+ 2,3%
UE 27 / 28	23,3	23,7	25,9	27,0	27,0	- 0,1%

Source : Estimations Itavi d'après Eurostat, Comext, Statistiques nationales

1.2.4. Tendances 2018

Après une année 2017 marquée par des épidémies de grippe aviaire au sein de l'Union européenne. Les abattages de volaille sont en hausse de 4,2 % sur les 7 premiers mois 2018 par rapport à 2017 avec une reprise des abattages de poulets (+ 4,8 %) et surtout en dinde (+21,7 %) en Pologne. En France la production est toujours dynamique en poulet sur la même période (+ 5,8 %) tandis que les abattages de canards gras retrouvent leur niveau d'avant crise (+ 64,2 %).

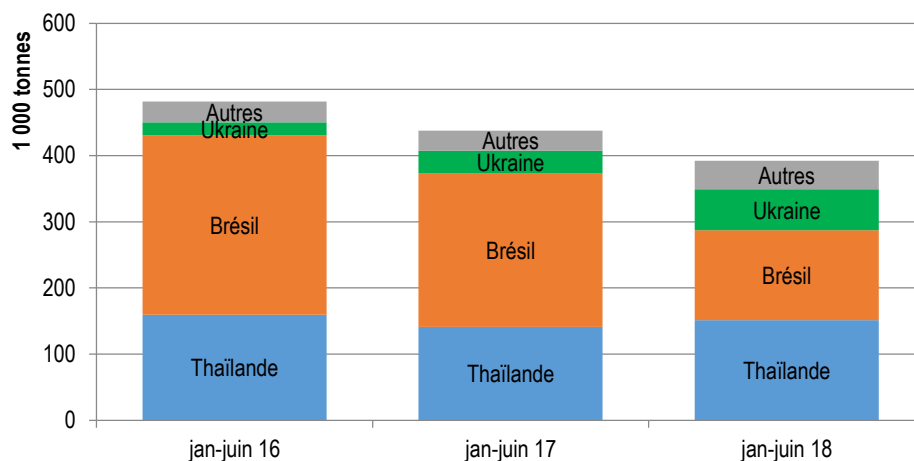
Évolution des abattages de poulets sur les 7 premiers mois 2018 par rapport à la même période en 2017



Source : ITAVI d'après Eurostat

Selon la Commission européenne, les importations communautaires de viande de volaille en provenance du Brésil se sont repliées de 41 % au premier semestre 2018 en lien avec le scandale sanitaire ayant touché le pays. En corollaire, les importations en provenance de Thaïlande ont augmenté de 7 %, sans toutefois compenser totalement le repli brésilien. Les importations en provenance d'Ukraine sont également en forte hausse au premier semestre 2018 (+ 80 %) ces derniers bénéficiant de contingents d'exportation à droit réduit vers l'UE et bénéficiant d'une faille dans l'accord d'association en exportant à droit nul et sans limitation de volume un produit particulier (code douanier : 02 07 13 70) pouvant être retransformé dans l'UE en filet en deuxième découpe.

Importations européennes de viande de volaille en provenance du Brésil



Source : CIRCABC

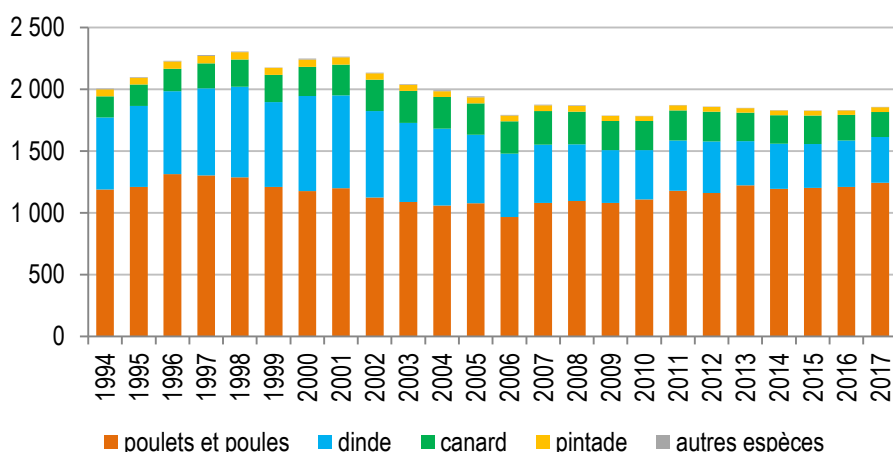
1.3. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

1.3.1. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

En 2017, la production de volaille française s'établit à 1,86 millions de tés (soit 1,04 milliards de têtes), en hausse de 2,3 % par rapport à 2016 avec une hausse de 19 % des exportations de vifs. La production de gallus équivaut à une hausse de 67 % de la production totale, devant la dinde (20 %) et le canard (11 %).

Après avoir augmenté jusque dans les années 2000 la production de volailles a suivi un déclin important notamment en raison des baisses de production de dinde et de poulet grand export.

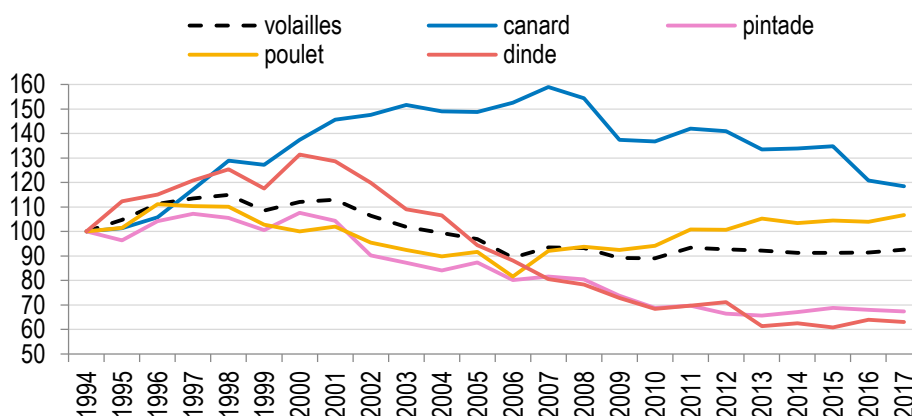
Production indigène de volailles en France entre 1994 et 2017



Source : ITAVI d'après SSP

La production totale de volaille française a subi un recul entre 2000 et 2006, année de la crise influenza aviaire, qui avait conduit à la fermeture de nombreux marchés export, puis est restée stable depuis jusqu'en 2017. L'essentiel des évolutions au début des années 2000 concerne la baisse conjuguée de la production de poulets et de dindes. Depuis 2007, la production de poulet reprend légèrement avec un taux de croissance annuel moyen de 1,2 % par an tandis que celui de la dinde reste en recul de 3 % par an. La figure ci-après illustre bien les effets de l'influenza aviaire pour l'année 2016 et 2017 dans la production du canard gras avec une baisse de production de 37 % par rapport à 2015.

Évolution des productions par espèce entre 2000 et 2017



Source : ITAVI d'après SSP

1.3.1.1. Évolution des abattages de volailles

Les abattages de volailles sont en repli en 2017 de 1,1 % impactés notamment par le recul de 15,6 % des abattages de canards gras suite au deuxième épisode d'influenza aviaire en 2016-2017 et au repli des productions de dinde de 5,8 % en lien avec les baisses de consommation. Ainsi les abattages s'élèvent à 1,64 millions de téc selon le SSP.

Les abattages de poulets sont quant à eux en hausse de 2,2 % en téc (1 millions de téc) tandis que le nombre de têtes est en repli de 0,3 % (753 millions de têtes). En effet les pertes de marché à l'export de poulet léger vers les pays du Proche et Moyen Orient et l'orientation du marché français vers plus de production de découpes ont contribué à faire augmenter le poids moyen du poulet de chair en France, passant de 1,29 kgéc/tête en 2012 à 1,36 kgéc/tête en 2016 pour s'établir à 1,39 kgéc/tête en 2017.

Évolution des abattages en France

	2005	2010	2015	2016	2017	%17/16
Poulets chair	918,9	966,8	1 044,5	1 026,4	1 048,9	2,2%
Poules et coqs	54,8	50,8	48,0	44,0	41,7	-5,3%
Dindes	534,9	391,5	340,2	350,7	330,2	-5,8%
Canards à rôtir	105,8	97,9	95,3	94,5	94,6	0,1%
Canards gras	128,2	138,0	138,7	103,3	87,3	-15,6%
Pintades	37,2	32,6	32,8	32,5	30,4	-6,4%
Oies	2,4	1,7	1,1	0,8	0,7	-15,2%
Total volailles	1 789,9	1 687,0	1 709,2	1 661,0	1 642,8	-1,1%

Source : Itavi d'après SSP

1.3.2. Échanges français de viandes de volailles

Depuis les années 2000, les exportations de viande de volaille sont en baisse tandis que les importations sont en hausse ce qui a conduit le solde à progressivement diminuer pour devenir négatif en volume (et en valeur) depuis 2016.

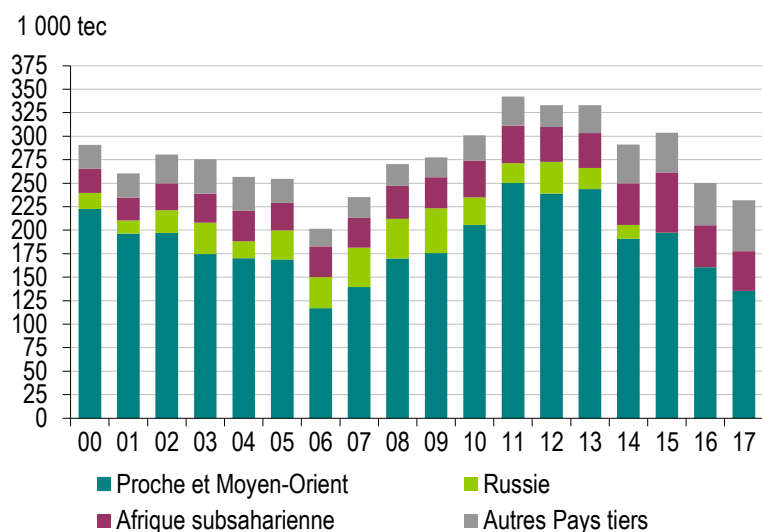
Si la baisse des exportations de dinde qui a eu lieu depuis 2000 explique une partie du repli des exportations de volaille, c'est la filière poulet qui génère un déficit croissant depuis plus de 10 ans via les importations principalement depuis les pays de l'Union européenne.

1.3.3. Exportations

En 2017, **les exportations de viandes de volailles** se replient de 1,4 % en volume et de 1,7 % en valeur par rapport à 2016.

Les **exportations de poulet** vers les pays tiers ont notamment subi une baisse entre 2016 et 2017 (- 7,4 %). Les exportations de poulets vers les pays du Proche et Moyen Orient sont en repli (- 15,8 %) et représentent 35 % des exportations totales en 2017 contre 50 % en 2012. En effet, suite à la fin des restitutions aux exportations en 2013, la concurrence avec le Brésil pour la conquête du marché saoudien et la volonté de ceux-ci de disposer de leurs propres outils de production ont lourdement impacté la filière du poulet « grand export ». Si la filière brésilienne est aujourd'hui impactée par les scandales sanitaire et que la production saoudienne subit les effets de la grippe aviaire, la montée en puissance des nouvelles installations et l'organisation concentrée de la filière devraient permettre à l'Arabie Saoudite de diminuer ses approvisionnements extérieurs dans les années à venir, au détriment de la filière export française.

Exportations françaises de poulet vers les pays tiers



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les exportations de volailles vers les pays de l'Union européenne sont en revanche en hausse en volume (+ 3,9 %) et dépassent désormais les exportations vers les pays tiers avec 276 561 ttec soit 51 % des exportations en 2017. En valeur les expéditions vers l'UE représentent 733 M€ soit 69 % des exportations totales en 2017 et sont stables par rapport à 2016 (+ 0,2 %). En effet si la hausse des expéditions de poulet vers les Pays-Bas explique l'essentiel de la hausse des volumes exportés vers l'UE, celles-ci se sont faites conjointement à une baisse des prix (- 21,5 %) via une modification du type de produit vendus.



Les exportations de dindes sont quant à elles en hausse en 2017 en volume (+ 6,1 %) notamment en direction de l'Allemagne (+ 21 %) avec un prix moyen à l'export qui diminue (- 2,5 %).

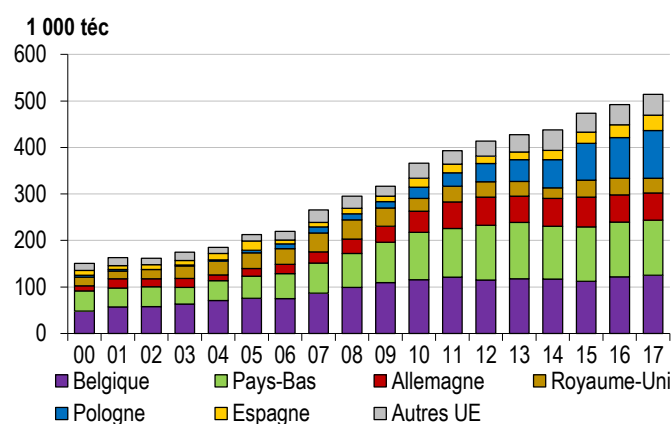
Les exportations de canards sont également en hausse en volume en 2017 (+ 13,8 %) notamment vers l'Espagne, l'Italie et Hong-Kong.

Les exportations de pintades se sont repliées entre 2016 et 2017 de 5,3 %, notamment vers la Belgique (- 8,6 %) et le Royaume-Uni (- 12,2 %).

1.3.4. Importations

Les importations de viande de volailles poursuivent leur hausse en 2017 (+ 2,6 %). Ce sont surtout les importations en provenance de l'Union européenne (Pays-Bas, Belgique, Pologne) qui se développent.

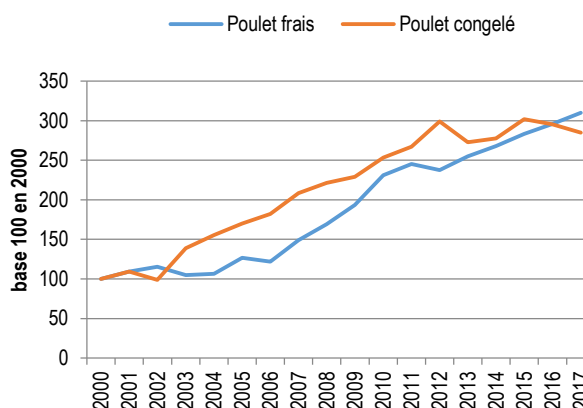
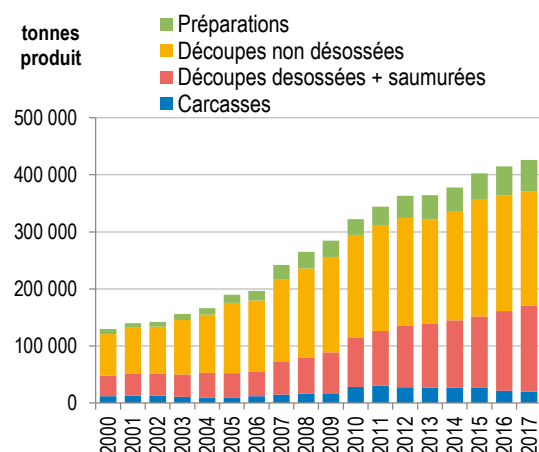
Évolution des importations françaises de poulet en provenance de l'Union européenne



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Entre 2000 et 2006 les importations françaises concernaient surtout les produits congelés en provenance des Pays tiers tandis que depuis 2006 il s'agit de plus en plus de produits frais (découpes fraîches de poulet) en provenance de l'Union européenne même si la hausse des importations en découpes congelées de poulet persiste. La part de découpes dans les importations suit une augmentation importante depuis les années 2000. Si les importations de préparations de volaille sont moindres (12,5 % du volume total) elles ont été multipliées par trois en dix ans.

Importations françaises de viande de poulet par type de produit



Source : ITAVI d'après douanes françaises

En 2017, **les importations de poulet** sont en hausse de 3,8 % par rapport à 2016, poussées notamment par les hausses importantes en provenance de Pologne (+ 17,9 %) tandis que les exportations continuent de progresser en provenance de Belgique (+ 2,6 %) et des Pays-Bas (+ 0,8 %). Depuis les Pays tiers, les importations de poulet sont en repli de 12,1 % avec le Brésil qui correspond à 54 % des volumes importés.

Les importations de dinde sont stables en volume (+ 0,4 %) avec une hausse en provenant d'Allemagne (+ 8,4 %) et des Pays-Bas (+ 38,4 %) compensée par la baisse en provenance du Royaume-Uni (- 62,4 %).

Les importations de canard sont quant à elles en repli de 14,4 % notamment en provenance de Bulgarie et de Hongrie, deux pays touchés par l'influenza aviaire.

Les importations de pintade, très faibles (79 téc) ont doublé en volume en 2017 en provenance de l'Union européenne notamment.

1.3.5. Solde

Ainsi le solde des échanges en viandes et préparations de volailles se dégrade encore en 2017 pour s'établir à - 194 M€ ou - 65 667 téc. Le déficit commercial avec l'Union européenne est passé de - 417 M€ en 2016 à - 467 M€ en 2017 soit une dégradation de l'ordre de 50 M€.

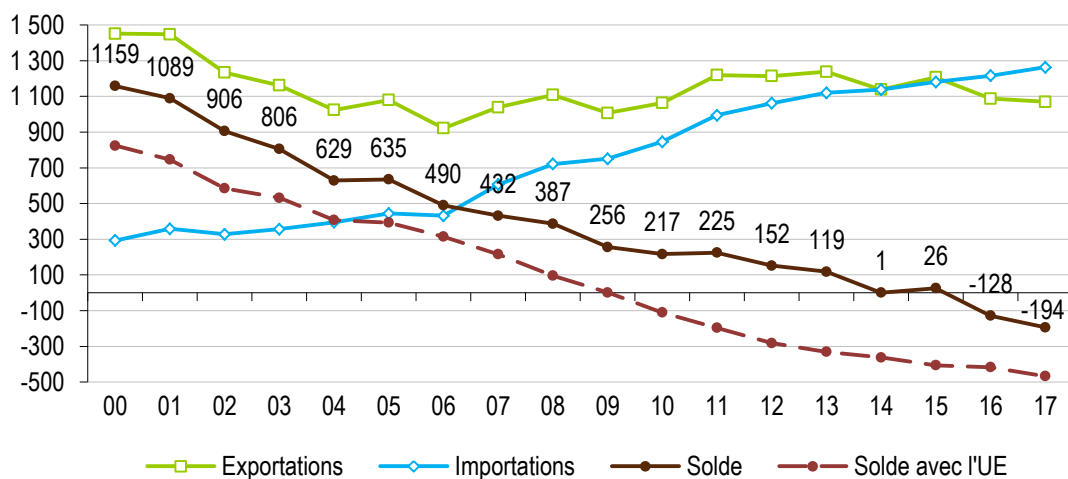
Évolution des échanges français de viandes et préparations de volailles (milliers de tonnes équivalent carcasse)

		1990	2000	2005	2010	2015	2016	2017
Exportations	Total volailles	509	910	709	622	589	548	541
	vers UE		502	378	277	253	266	277
	vers PT		408	332	345	335	282	264
	Dont poulet	358	498	426	437	450	408	390
	vers UE		207	172	137	147	158	158
	Vers PT		291	254	301	304	250	232
Importations	Total volailles	67	185	276	461	565	591	606
	en prov. UE		173	251	425	539	562	580
	en prov. PT		12	25	36	26	29	26
	Dont poulet	48	162	228	393	496	518	537
	en prov. UE		151	213	366	474	492	515
	en prov PT		11	15	27	22	26	22
Solde	Total volailles	442	725	433	161	23	-43	-66
	avec UE		329	126	-148	-285	-296	-304
	avec PT		396	307	309	309	253	238
	Dont poulet	310	336	198	44	-46	-109	-147
	avec UE		56	-41	-230	-327	-334	-356
	avec PT		280	239	274	281	225	209

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Solde des échanges de volaille en volume et en valeur entre 2000 et 2017

Millions €



Source : ITAVI d'après douanes françaises

#fierdemonmétier



À vos côtés,
ELANCO est engagé
dans une démarche
durable* de l'élevage.

*Le développement durable se définit comme « Un développement qui répond aux besoins des êtres humains d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (ONU, Rapport de Brundtland 1987). Il se compose de trois piliers interdépendants (économique, environnemental et social).

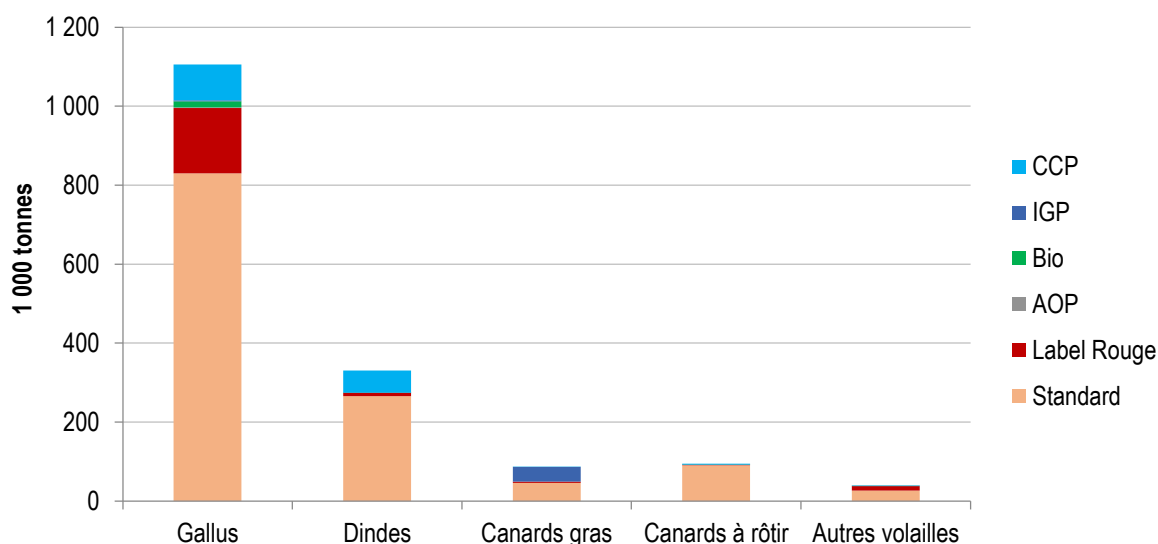
Elanco France SAS au capital de 1.708.200 euros – RCS 417 350 386 Nanterre - 24, boulevard Vital Bouhot, CS 50004, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex - FRBRLMXN00057 – 07/2017 – Cadratin



1.3.6. Place des signes de qualité dans la production de volailles de chair

La part de volailles respectant un cahier des charges Label rouge, Certification de conformité produit ou Bio représentent un quart de la production totale de volailles. Le poulet est la première production sous cahier des charges (265 000 t) suivi de la dinde (65 000 t) et du canard gras (41 000 t). En proportion de la production 44 % des canards gras sont sous IGP et 3 % sous Label Rouge.

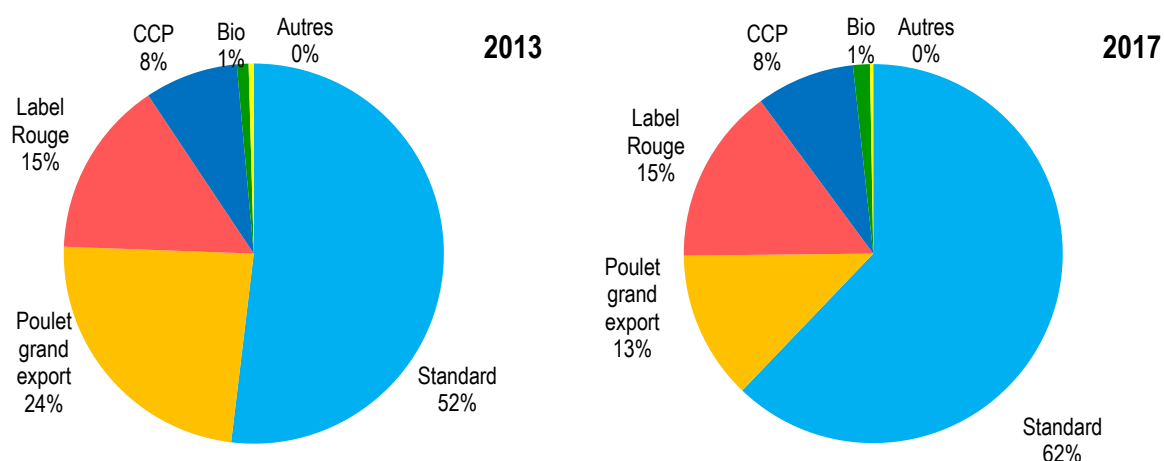
Part des signes de qualité dans les abattages par espèce en 2017



Source : SSP

Suite à la fin des restitutions aux exportations en 2013, la filière de production de poulet dite « grand export » a été fortement pénalisée. Sa part dans la production est passée de 21 % en volume à 13 % en 2017. En conséquence, la part relative de la production de poulet standard (hors grand export) est en augmentation de même que celle des produits alternatifs.

Répartition des abattages contrôlés de poulet entre 2013 et 2017



Sources : ITAVI d'après SSP et douanes

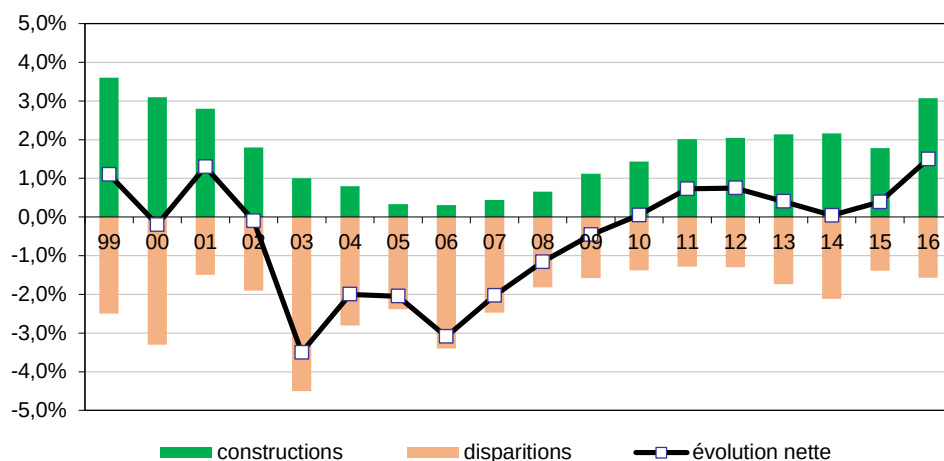
1.3.7. Structure des exploitations de volailles en France

Après avoir fortement réduit entre 2003 à 2009, le parc français de bâtiments d'élevage de volailles de chair récupère depuis 2011 une partie des surfaces perdues, avec toutefois une année de stabilité en 2014 provoquée par une vague de disparitions importantes. 2015 avait été une année plus calme sur les constructions et

disparition, avec un bilan légèrement positif. En 2016, les constructions atteignent un niveau inégalé depuis l'an 2000, avec 3 % de nouvelles superficies, et une croissance de 1,5% en surface nette.

Cette forte dynamique est due à la fois aux parcs « standards & certifié » et « SIQO », tous deux à un rythme de croissance record depuis plus de dix ans. Pour le parc de bâtiment canard à rôtir en revanche, la tendance reste très morose puisqu'il n'y a (quasiment) pas eu de construction en 2016 d'après l'enquête ITAVI.

Évolution du taux de construction et des disparitions des bâtiments volailles de chair



Source : enquête ITAVI

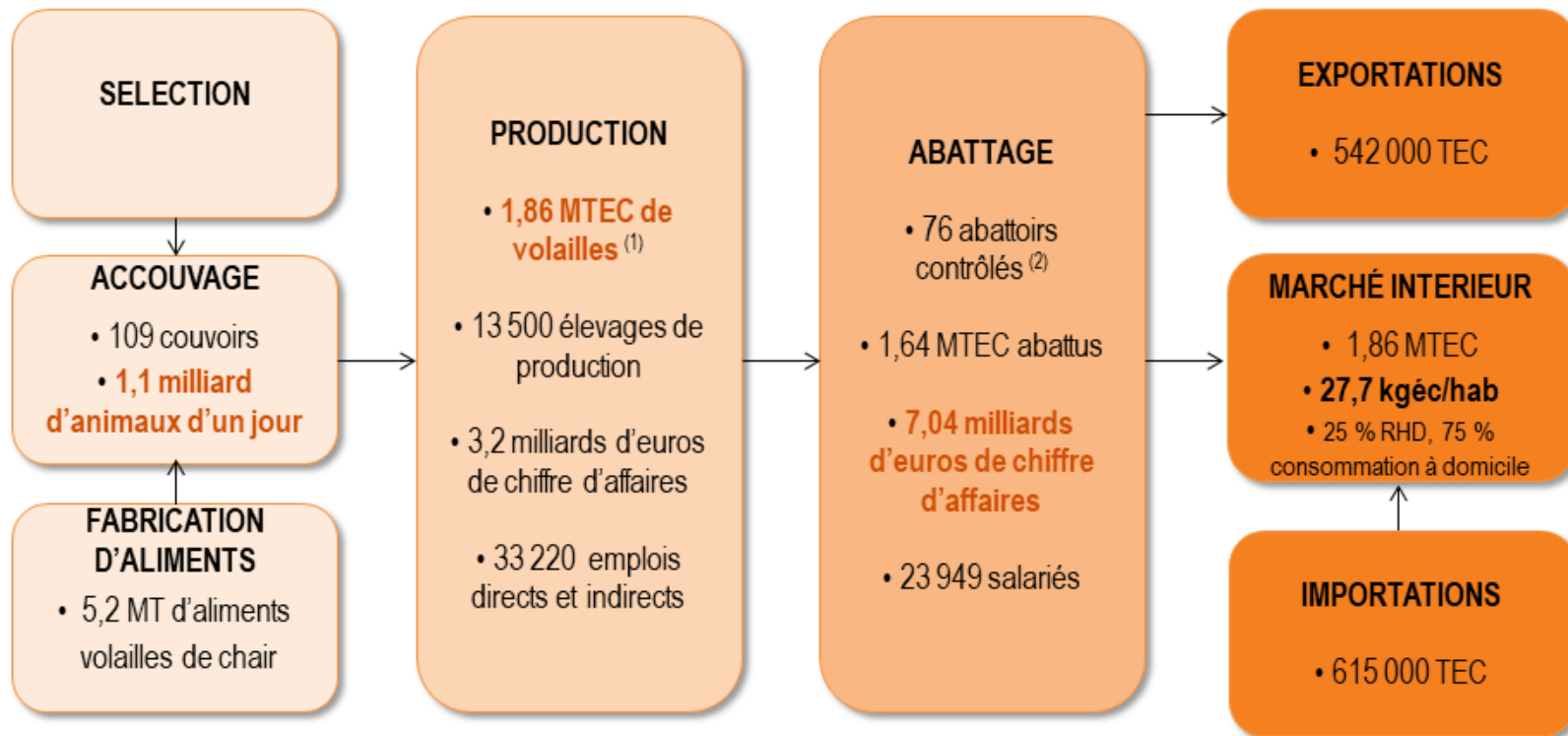


LE GOÛT DU BON.

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR SUR LA PINTADE

www.lapintade.fr

LA FILIERE VOLAILLE DE CHAIR



MTEC: Millions de Tonnes Équivalent Carcasse*

kgéc : kilogrammes équivalent carcasse

⁽¹⁾ Y compris canard gras

⁽²⁾ Abattoirs > 2,5 millions de têtes / an

Sources: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, ESANE, RICA données 2017

1.3.8. Une consommation de poulet qui continue de progresser au profit des importations

1.3.8.1. Consommation calculée par bilan

La consommation de volailles s'élève à 1,86 million de t_{éc} en 2017 en hausse de 2,3 % par rapport à 2016 selon le SSP. Contrairement aux autres secteurs carnés, les consommations de poulet restent dynamiques en France et tirent la consommation annuelle totale de volailles qui s'établit à 27,7 kg/hab en 2017 en hausse de 1,8 % par rapport à 2016. Sur dix ans le taux de croissance moyen de la consommation s'établit à + 1,3 %.

Ce sont en effet les consommations de viandes de poulet qui sont en hausse de 4,5 % tandis que le reste des espèces est en repli comme pour la dinde (- 2,3 %) et le canard gras (- 9,5 %) en lien avec une baisse de l'offre.

Évolution des consommations de volailles en France

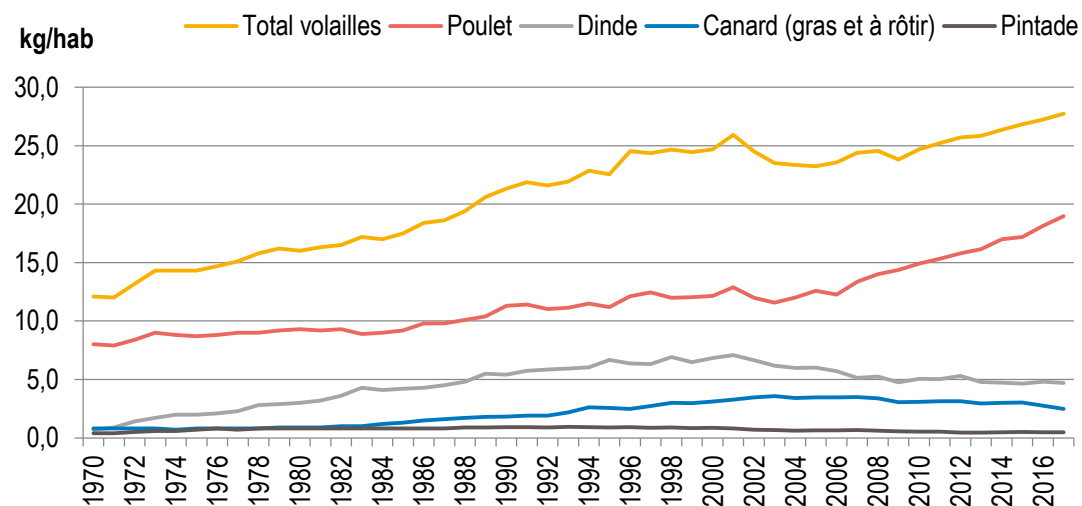
	2000	2005	2010	2015	2016	2017	%17/16
Total volailles	24,7	23,2	24,7	26,8	27,2	27,7	1,8%
Poulet	12,1	12,6	14,9	17,2	18,1	19,0	4,5%
Dinde	6,8	6,0	5,1	4,6	4,8	4,7	-2,3%
Canard	3,1	3,5	3,1	3,0	2,7	2,5	-9,5%
Pintade	0,9	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	-3,0%

Source : Itavi d'après SSP

La part des importations dans la consommation de poulet, en augmentation depuis les années 90 s'établit à 43,6 % en 2017 sur la base des chiffres SSP, valeur relativement stable depuis 2011, la production à destination du marché français étant en hausse.

Ces produits correspondent de plus en plus à des découpes fraîches et congelées de poulet en provenance des pays de l'Union européenne (Belgique, Pays-Bas et Pologne notamment).

Consommation de viandes de volailles en France

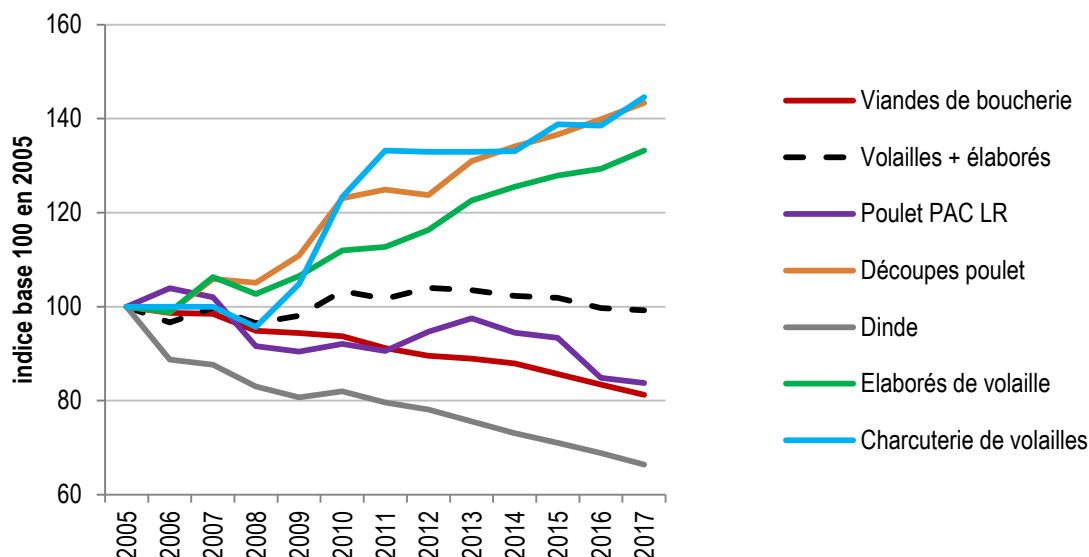


Source : Itavi d'après SSP

1.3.8.2. Des achats des ménages moins dynamiques

L'analyse des achats des ménages pour leur consommation à domicile avec le panel Kantar permet d'observer des tendances par espèce et type de produit. Les quantités achetées de volailles fraîches et élaborés se sont stabilisées en 2017 par rapport à 2016 (- 0,5 %) avec un recul plus marqué pour les volailles hors élaborés (- 1,5 %) tandis que les élaborés suivent une croissance positive (+ 3,0 %) notamment les panés frais (+ 6,2 %) ainsi que la charcuterie (+ 4,4 %).

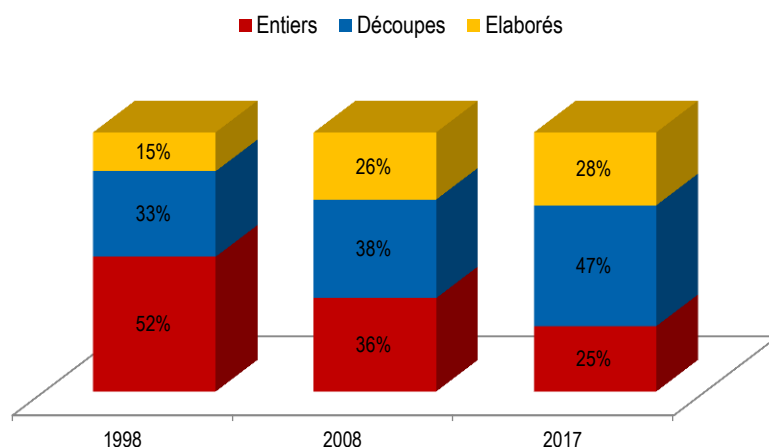
Évolution des achats de volaille par les ménages depuis 2005 par type de produit (en tonnages)



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel

Le poulet entier ne représente plus que 25 % des achats des ménages en 2017 contre 38 % en 2008 et 52 % en 1998. Les produits élaborés représentent quant à eux 28 % des achats en 2017 et les découpes 47 %. Ainsi la tendance observée d'une transition de la demande vers des produits de plus en plus transformés se confirme.

Évolution de la segmentation du marché poulet (achats des ménages)



Source : Kantar Worldpanel

Les achats de poulet sont en hausse de 0,5 % en 2017 grâce à la découpe et notamment via les achats d'escalopes nature (+5,9 %), tandis que le poulet PAC se replie (- 3,4 %). Les achats sont en nette diminution pour la dinde (- 3,6 %), le canard (- 8,8 %) et la pintade (- 2,0 %).

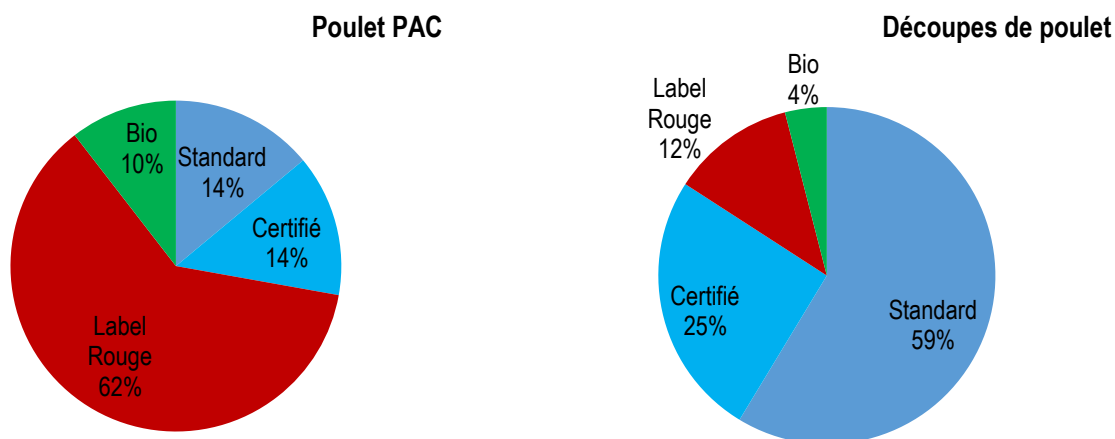
La part des signes de qualité en fonction du type de produit consommé (découpes ou prêt à cuire) est également très différente. Les produits standards ne représentent que 14 % des achats de poulet PAC contre 59 % en découpes. De manière générale, pour les produits de volailles hors élaborés et charcuterie, la tendance va vers une augmentation de la part des achats sous production certifiée, label rouge et bio et vers un repli de la part des consommations de produits standard. Toutefois, la part des produits élaborés, fabriqués à partir de volailles standard augmente régulièrement.

Ainsi dans les achats de poulet PAC les parts du Label Rouge et du poulet certifié restent stables par rapport à 2006 tandis que les achats de bio triplent et passent de 3 % à 10 % des achats de poulets PAC. Les achats de poulet standard sont quant à eux en repli passant de 23 % à 14 % des achats.

Pour les découpes, la part de poulet standard dans les achats tend à baisser sur dix ans (68 % à 59 %) avec une augmentation de la part des produits certifiés (17 % à 25 %) traduisant le passage vers un nouveau standard de production pour les produits à destination de l'industrie. Le poids du bio bien qu'encore faible (4%) est également en augmentation dans les achats de découpes de poulet.

Enfin, la hausse de la consommation globale calculée par bilan, conjuguée à la baisse des achats des ménages, confirme le dynamisme de la restauration hors-domicile.

Part des poulets sous signe de qualité dans le marché du poulet en 2017



Source : Kantar Worldpanel

1.3.9. Tendance 2018

Les tendances se confirment en 2018. La production de poulet reste dynamique avec des hausses d'abattages de 4,3 % sur les 8 premiers mois de l'année. Le solde des échanges en poulet continue de se dégrader sur 8 mois avec un repli des exportations vers les pays du Proche et Moyen-Orient en volume (- 11,0 %) tandis que les importations sont en hausse en provenance de l'UE notamment (+ 2,8 %) mais également des Pays tiers (+ 5,4 %).

Selon Kantar Worldpanel, les achats des ménages toutes volailles sont en baisse de 0,6 % sur les 9 premières périodes 2018 par rapport à 2017 avec une hausse de prix de 1,5 %. Les découpes bénéficient toujours d'une consommation dynamique (+ 2,7 %) de même que les élaborés (+ 1,9 %) et les charcuteries (+ 5,6 %), tandis que les achats de poulet PAC se replient (- 7,3 %). Mis à part le canard pour lequel les achats sont en reprise après la grippe aviaire (+ 2,9 %), les achats de dinde sont en repli (- 4,6 %) de même que ceux de pintade (- 4,6 %).

NOUVEAU

UN LOGO POUR UNE GARANTIE 100% FRANCE



FAITES-LEUR CONFIANCE !

UNE ORIGINE FRANCE PLÉBISCITÉE PAR LES CONSOMMATEURS !

85 % des Français jugent l'origine France des œufs synonyme de qualité et 82% de fraîcheur. Source : Enquête CNPO/CSA 2017.

UNE GARANTIE 100 % FRANCE

Des poules nées et élevées en France - Des œufs pondus, conditionnés ou transformés en France.

UNE SÉCURITÉ SANITAIRE EXEMPLAIRE

Renforcée par les exigences sanitaires des couvoirs, des élevages et de l'alimentation des poules.

UN ENCADREMENT STRICT

Des professionnels engagés et soumis à un cahier des charges strict.

UNE SURVEILLANCE ÉTROITE

Des contrôles réguliers effectués par des organismes tiers.

« ŒUFS DE FRANCE » : LA CONFIANCE TOUT AU LONG DE LA FILIÈRE

Pour valoriser son savoir-faire exemplaire et faciliter l'identification de ses œufs « Made in France », la filière française a lancé le logo « Œufs de France ». Cette démarche collective, portée par l'Interprofession des Œufs (CNPO), garantit l'origine française des œufs : de la poule à l'œuf et de l'œuf à la poule. Avec ce nouveau logo connu et reconnu des Français, la filière des œufs garantit l'engagement de l'ensemble des maillons de la filière : accoueurs, éleveurs de poulettes, éleveurs de poules pondeuses, centres d'emballage et de transformation des œufs. La démarche de traçabilité, qui intègre également qualité sanitaire et alimentation des animaux, est étroitement contrôlée par des organismes tiers.

Pour plus d'information : contact@cnpo.fr, 01 45 22 63 15

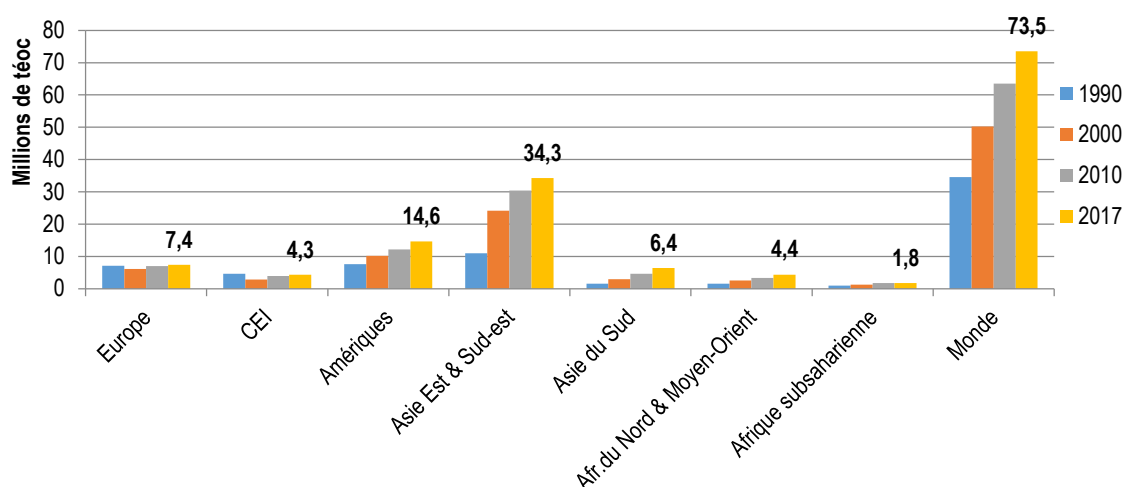
2. Les œufs et les ovoproduits

2.1. Contexte international

2.1.1. Production mondiale

La production mondiale d'œufs atteint 73,5 millions de tonnes en 2017. Une majorité est produite en Asie (55 %), notamment en Chine (35 %), qui est le premier producteur mondial, et en Inde (7 %). Depuis 2000, la production asiatique d'œufs a augmenté de 42 % et constitue toujours le premier moteur de la croissance de la production mondiale.

Production d'œufs entre 1994 et 2014 dans le monde (millions de tonnes)



Source : estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat et sources nationales

Loin derrière la Chine on trouve parmi les premiers pays producteurs l'Union européenne dans son ensemble, les États-Unis et l'Inde notamment. En 2017, la France est le onzième producteur mondial (compte non tenu de l'UE) derrière avec une production de l'ordre de 910 000 tonnes.

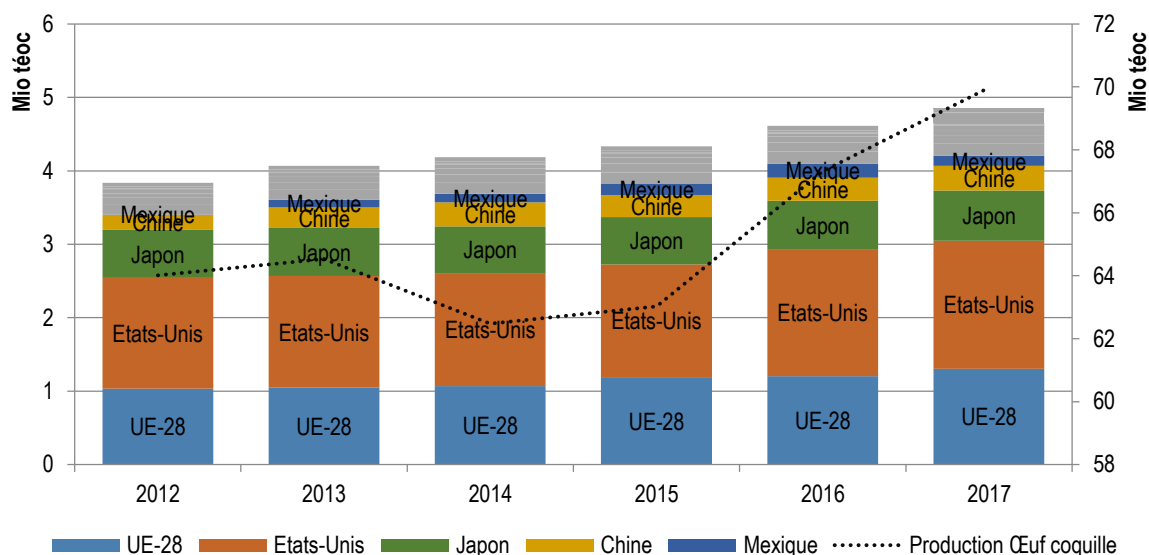
Tableau 2.1. Production d'œuf des principaux producteurs dans le monde

Production en millions de tonnes		
2017		
1	Chine	26,0
2	UE-28	7,0
3	États-Unis	5,5
4	Inde	5,0
5	Mexique	2,7
6	Japon	2,6
7	Russie	2,6
8	Brésil	2,4
9	Indonésie	1,4
10	Turquie	1,4
Monde		73,5

Source : Calculs ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat

La production d'ovoproduits correspond à environ 4,9 Mtéc en 2017 sur les pays pour lesquels les données sont disponibles, ce qui équivaut à environ 6,5 % de la production mondiale d'œufs, soit une part relativement stable depuis 2012 (5,9 %). Les principaux producteurs sont l'UE-28 (27 %), les États-Unis (36 %) et le Japon (14 %).

Estimation de la production d'ovoproduits par pays dans le monde entre 2012 et 2017



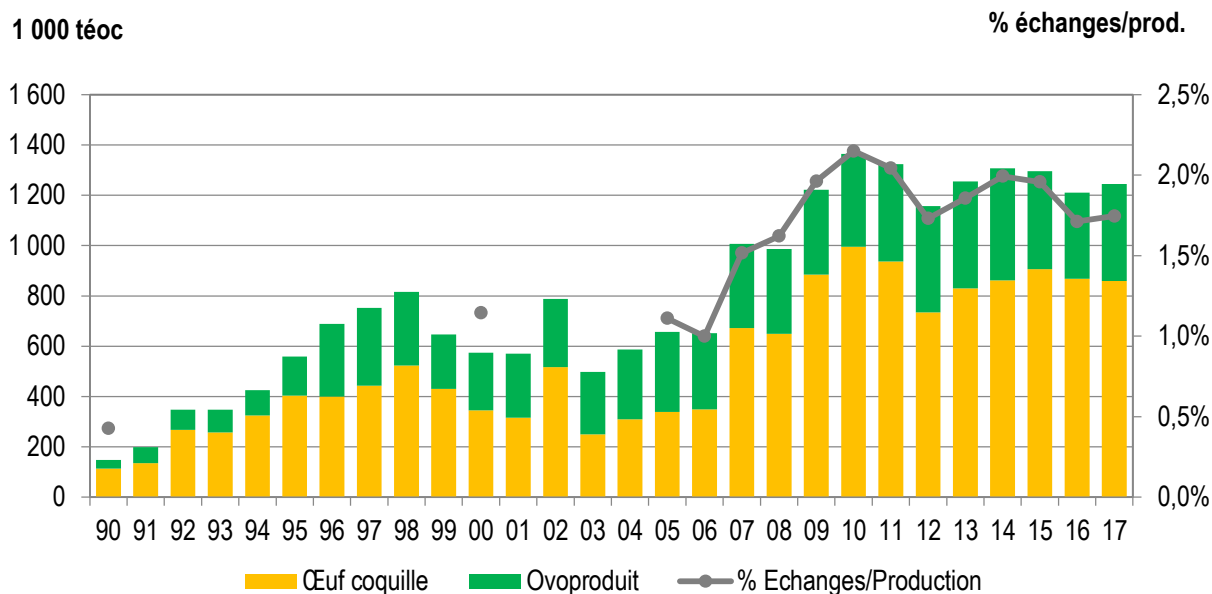
Source : Estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat et sources nationales – la partie grise correspond à la production d'ovoproduits rapportée par le Canada, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, la Malaisie, l'Australie, la Russie, l'Iran et le Kazakhstan

2.1.2. Commerce extérieur

En 2017, les échanges mondiaux d'œufs et d'ovoproduits s'établissaient à 1,24 millions de tonnes équivalent œufs coquille (téoc), dont 31 % sous forme d'ovoproduits.

Les flux d'œufs en coquille échangés sont très concentrés et localisés entre pays voisins. Ainsi près de la moitié du commerce mondiale d'œuf coquille est réalisé entre seulement huit pays : 32 % des échanges concernent les exportations de la Turquie vers l'Irak, 10 % les exportations de la Malaisie vers Singapour, 5 % de la Biélorussie vers la Russie et 3 % les échanges bilatéraux États-Unis / Canada. L'œuf constituant un aliment de base, de nombreux pays sont autosuffisants et moins de 2 % de la production mondiale d'œuf est échangée (hors échanges intra-UE) et le commerce d'œuf coquille est avant tout le reflet de déséquilibres offre-demande localisés, des conditions climatiques ou géopolitiques pouvant être à l'origine d'un déficit de production (ex : Proche Orient). Le moteur du commerce d'ovoproduits est quant à lui lié à l'équilibre matière des pays, certains étant sur-consommateurs de jaunes et d'autres de blancs.

Évolutions des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)



Source : ITAVI d'après UNComtrade et Eurostat

2.2. Marchés européens

2.2.1. Une production européenne qui reste stable en 2017

D'après les estimations de l'ITAVI basé sur la Commission Européenne et diverses sources statistiques nationales, la production d'œufs de consommation en 2017 a été de 7,09 Mt, soit 109,8 milliards d'œufs, quasi-stable (-0,1 %) par rapport à 2016, et en nette croissance depuis la mise aux normes de 2012 (+ 12,1 %). Si l'on observe l'évolution de la production d'œufs sur une plus longue période, l'évolution moyenne annuelle depuis 10 ans (2007-2017) est quasi stable (+ 0,5 %). En 2017, la France maintient sa place de premier producteur d'œufs de consommation dans l'UE (environ 13 % de la production), suivie de l'Espagne, de l'Allemagne et de l'Italie.

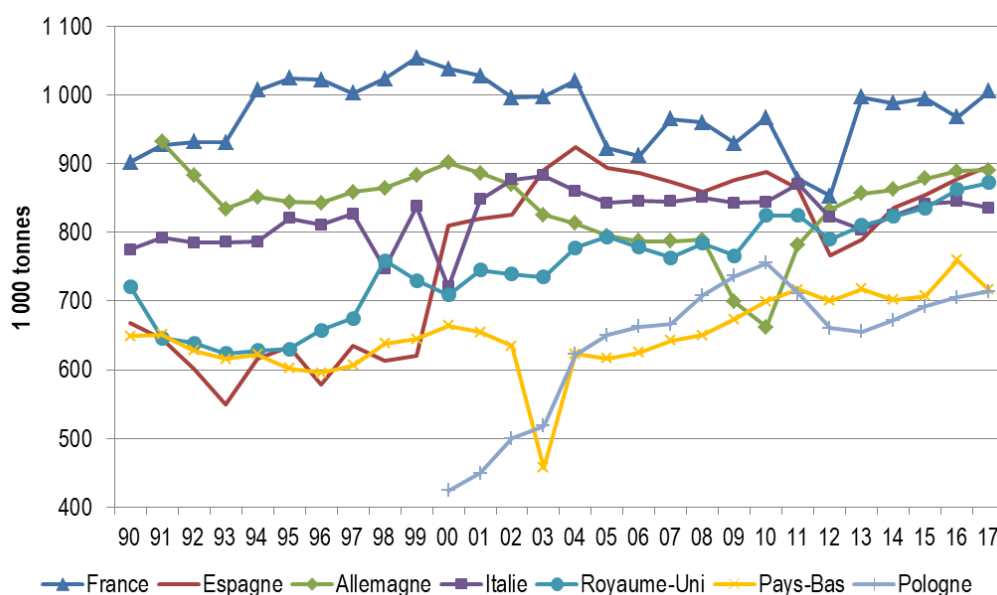
Production d'œufs de consommation en UE – 1000 tonnes

Rang	Pays	2017	17/16 %	TCAM 17/07 %
1	France	925	4,3%	0,3%
2	Espagne	838	1,0%	0,1%
3	Allemagne	820	1,0%	1,0%
4	Italie	800	-1,6%	-0,1%
5	Royaume-Uni	796	2,3%	1,4%
6	Pays-Bas	649	-6,8%	1,0%
7	Pologne	623	1,3%	0,1%
UE-28		7 095	-0,1%	0,5%

Source : ITAVI d'après SSP, Commission européenne, IEC, MEG statistiques nationales

Si, sur dix ans, le taux de croissance en production est haussier pour la France (+ 0,3 % par an), la production diminue lentement depuis 2013. A l'inverse, les productions de l'Espagne et du Royaume-Uni sont en augmentation sur la période récente.

Production d'œufs de consommation dans les premiers pays producteurs d'œufs de l'Union européenne



Source : CIRCABC, SSP

La fin d'année 2017 a été marquée par un repli de l'offre européenne en lien d'une part avec le scandale du fipronil qui a touché principalement les Pays-Bas et la Belgique et, d'autre part, avec les épisodes de grippe aviaire survenus notamment en Italie ayant conduit à l'abattage de près de 20 millions de poules en Europe soit 5 % des effectifs selon des sources professionnelles.

2.2.2. Mises en place en 2017

Selon MEG, les mises en place de poulettes sont en hausse de 1,1 % en 2017 avec des hausses nettes en Pologne (+ 13,5 %) et en Espagne (+ 11,7 %) et en très forte baisse aux Pays-Bas (- 15,3 %). Le repli observé en France (- 3,4 %) ainsi que la progression en Allemagne (+ 9,7 %) sont à mettre en regard avec les évolutions opposées observées dans ces pays entre 2015 et 2016, d'où une relative stabilité des mises en place sur la période 2015-2017.

Mises en place de poulettes dans divers pays européens

millions de têtes	2017	%17/16
France	46,0	-3,4
Espagne	33,1	11,6
Allemagne	35,5	9,7
Royaume-Uni	38,2	0,5
Pologne	34,5	13,5
Pays-Bas	26,8	-15,3
EU-28	348,7	1,1

Source : SSP, MEG, IEC

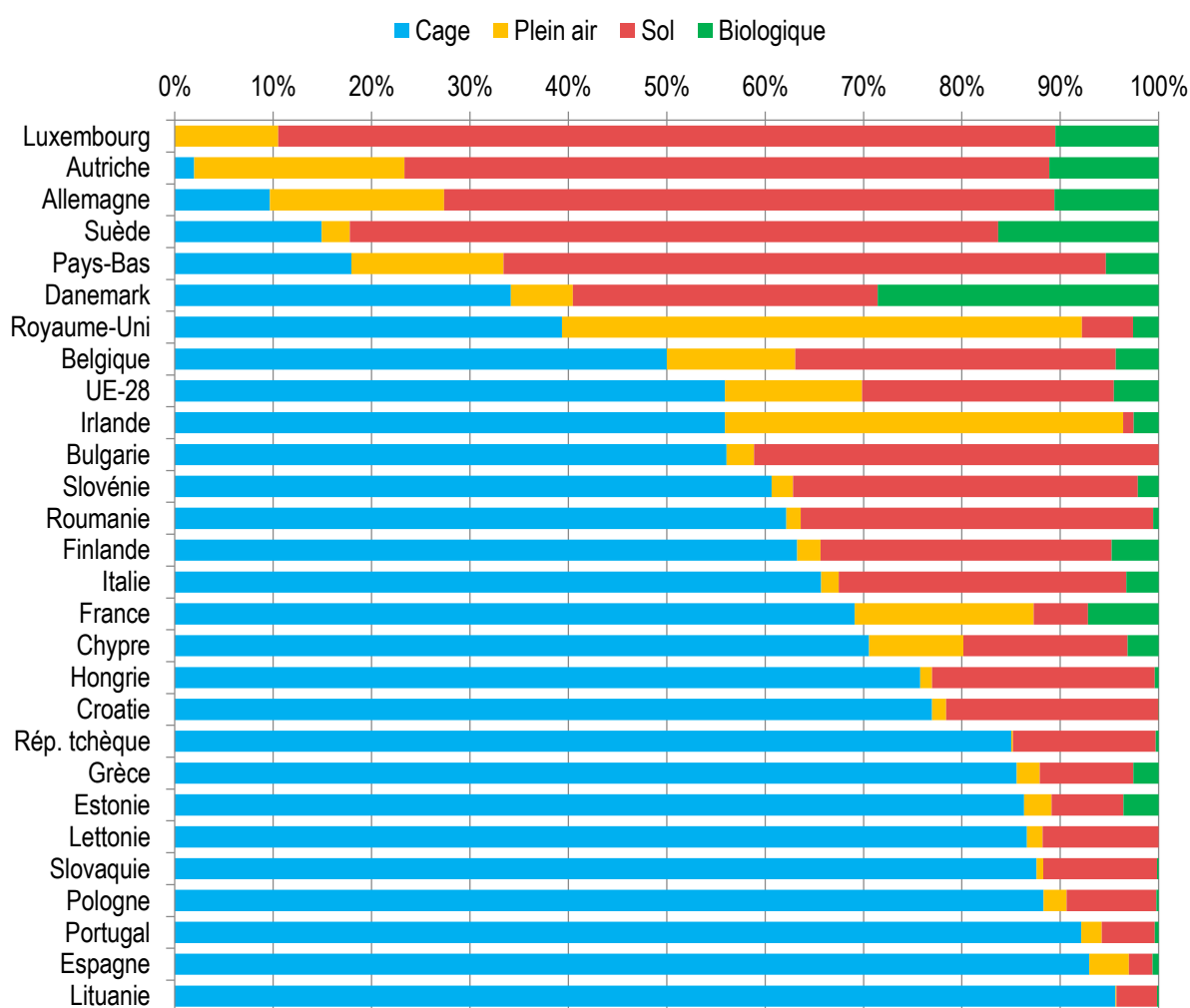
2.2.3. De plus en plus de systèmes alternatifs en Europe

Pour correspondre à la réglementation européenne (Directive 1999/74/CE), les systèmes de production ont évolué vers un des modes de production hors cage. En 1996, les systèmes alternatifs à la cage représentaient 8 % des effectifs de poules de l'UE, 30 % en 2009 et 44 % en 2016. De 2010 à 2016, le poids des systèmes alternatifs est en nette augmentation dans l'ensemble des pays européens. Certains États membres ont profité de cette réglementation sur les cages aménagées pour basculer complètement en système alternatif. C'est le cas

de l'Autriche, où 98 % des poules pondeuses sont en système alternatifs en 2016 en prévision de l'interdiction de la production en cage en 2020. De même, l'Allemagne détient 90 % de production alternative en lien avec une interdiction de l'élevage en cage à horizon 2025-2028. S'ensuivent les Pays-Bas (82,1 %) et la Suède (85,1 %). Les pays du nord de l'Europe ont globalement un système de production davantage tourné vers l'élevage au sol. A l'inverse, certains pays gardent une proportion élevée de cages aménagées comme l'Espagne (93 % des pondeuses sont élevées en cages aménagées), le Portugal (92 %) ou la Pologne (88 %). En France, 69 % des poules pondeuses sont en cages aménagées en 2016.

Si le poids de l'alternatif est plus faible au niveau français que la moyenne européenne, compte tenu de la faible proportion d'élevage au sol, la France contribue de façon importante à la production alternative avec 21% des effectifs européens de pondeuses en élevage biologique et 17 % des effectifs de plein air tandis qu'elle ne représente que 15 % des pondeuses en cage.

Répartition des effectifs de pondeuses par système de production dans les pays de l'Union européenne en 2016



Source : CIRCABC

2.2.4. Commerce communautaire d'œufs et ovoproduits

Le commerce communautaire d'œufs et ovoproduits est très dynamique puisqu'il concentre 54 % du commerce mondial en volume et 59 % en valeur. Au niveau du commerce intra-européen, les échanges d'ovoproduits représentent 39 % en volume et 41 % en valeur soit une proportion moins importante d'échanges d'œufs en coquille que pour le commerce mondial.

En 2017, les importations européennes d'œufs et ovoproduits en provenance des Pays tiers ont augmenté de 31,7 % en volume concernant surtout les œufs en coquille (+ 224 %). Ce sont les importations italiennes qui sont responsables de l'essentiel de la hausse des importations d'œufs et ovoproduits en UE, notamment en ovoproduits séchés en provenance des États-Unis, afin de combler le déficit d'offre engendré par les épisodes d'influenza aviaire du dernier trimestre 2017. Par ailleurs, les États-Unis ont retrouvé le niveau de leurs exportations vers l'UE après la période d'influenza ayant touché le pays en 2015. Le reste des hausses concerne les œufs en coquille en provenance d'Ukraine (+ 1 730 téoc), de Macédoine (+ 670 téoc), d'Albanie (+ 520 téoc) et de Turquie (+ 380 téoc).

En 2017, les exportations d'œufs et ovoproduits de l'Union européenne vers les pays tiers se replient de 11 % en volume et de 19 % en valeur. Les exportations d'ovoproduits séchés qui se replient (- 27 M€) en lien avec une baisse du prix à l'export (- 23 %). En effet, les échanges intra-européens ont progressé de 14 % entre 2016 et 2017 tant en volume qu'en valeur et ont été perturbés dans le contexte de la crise du fipronil ayant principalement touché la Belgique et les Pays-Bas. Les importations d'œuf coquille par la Belgique ont notamment été augmentées de 36 % en valeur et les importations par les Pays-Bas de 21 %.

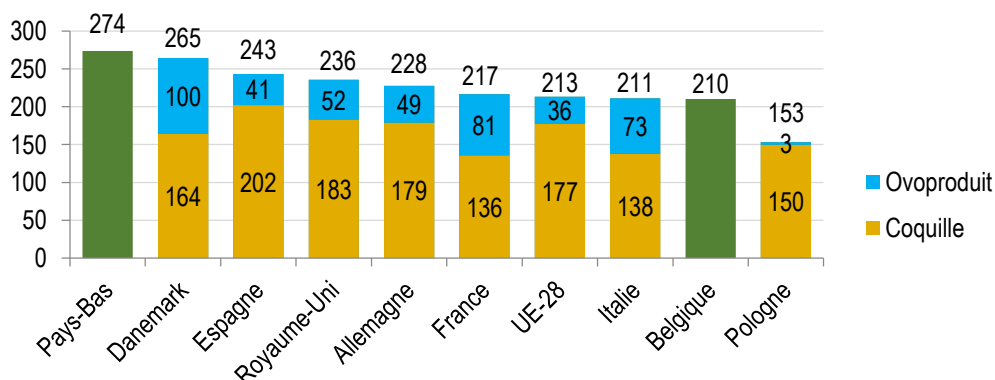
Les échanges d'ovoproduits au sein de l'Union européenne ont été augmentés de 19 % en volume et de 26 % en valeur. Notamment les exportations d'ovoproduits néerlandais à destination de l'UE ont augmenté de 30 %. La Pologne a également augmenté ses exportations de 77 %. Les principales hausses d'importations d'ovoproduits communautaire ont concerné les Pays-Bas (+ 95 %), l'Allemagne (+ 18 %) et l'Italie (+ 65 %).

2.2.5. Consommation d'œufs en Union européenne

En 2016, la consommation moyenne d'œufs par habitant et par an s'établit à 213 en Union européenne selon les estimations ITAVI et s'échelonne de 274 œufs/hab/an aux Pays-Bas à 149 œufs/hab/an au Portugal.

La part des ovoproduits dans la consommation d'œufs en Union européenne est estimée à environ 17 %. En France cette part est passée de 34,5 % en 2006 à 37,4 % en 2016. Sur la même période elle a augmenté en Espagne (14,2 % à 16,9 %), en Allemagne (18,5 % à 21,4 %), tandis qu'elle reste plutôt stable en Italie (de 35,8 % à 34,6 %) et au Royaume-Uni (24,3 % à 22,3 %).

Consommation d'œufs et d'ovoproduits dans les différents pays de l'UE en 2016 (œufs/habitants)



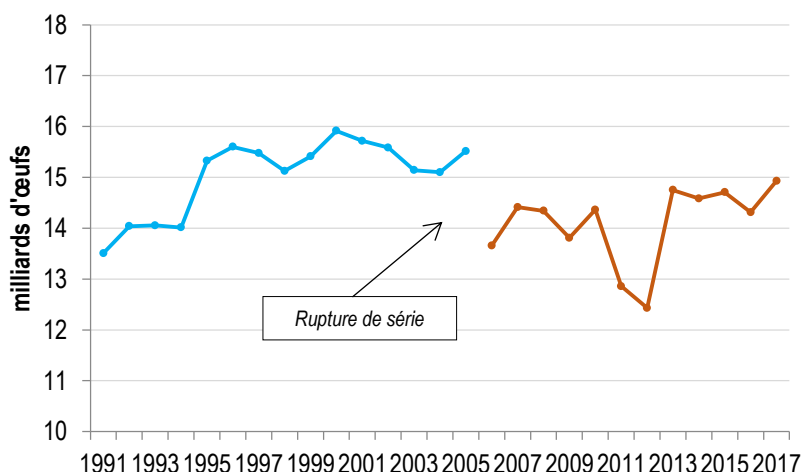
Source : ITAVI d'après IEC, SSP, Prodcorn, douanes

2.3. La filière et le marché français

2.3.1. Évolution de la production

La production française d'œufs de consommation est en baisse régulière entre 2000 et 2012 puis connaît un sursaut de production entre 2012 et 2013 (+ 21 %) pour se stabiliser ensuite. En effet pour satisfaire à la directive bien-être, les bâtiments ont été vidés pour travaux vers des cages aménagées ce qui a été l'occasion pour une partie des élevages de réaliser des agrandissements. Le maintien des capacités en cage et la hausse des productions alternatives ont ainsi été reportés sur l'année 2013.

Production d'œufs en France



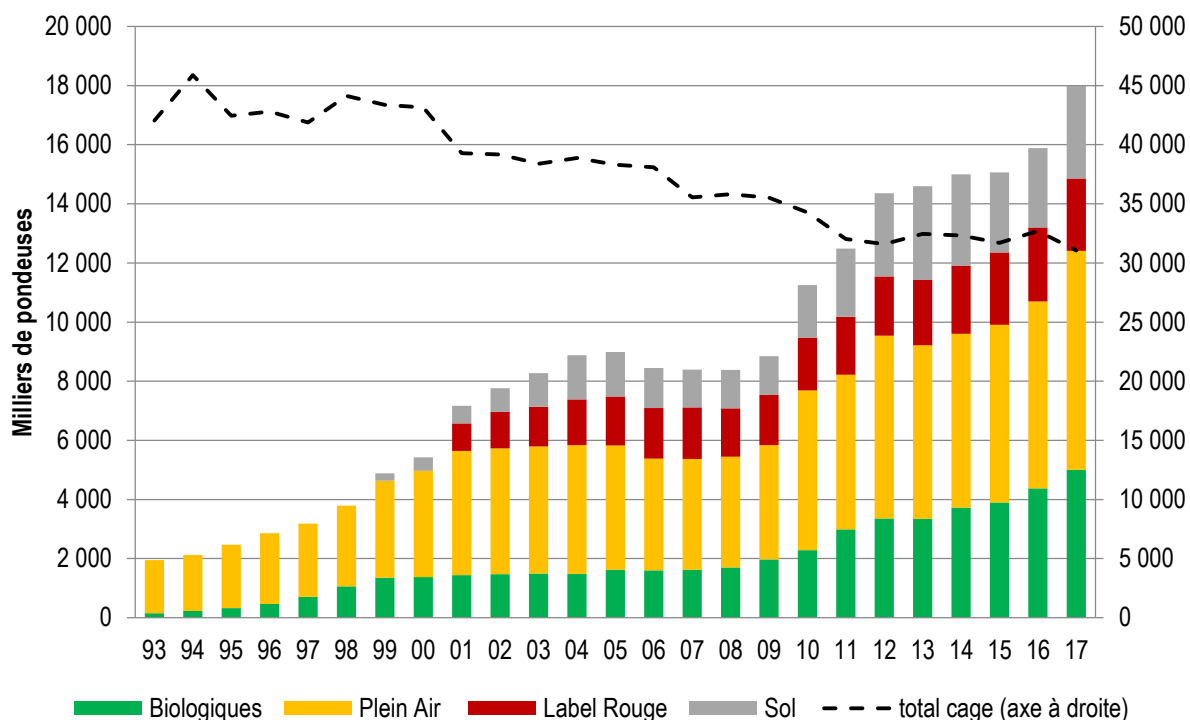
Source : SSP

Selon le SSP, la production s'établit à 14,9 milliards d'œufs en 2017 soit 925 000 tonnes d'après les calculs de l'ITAVI². L'évolution plutôt stable de certaines variables du bilan (échanges, achats des ménages...) conduit à penser que les prévisions de production du modèle SSP-ITAVI-CNPO sont peut-être surestimées en 2017. Depuis la fin des années 90, elle se diversifie de plus en plus vers les modes de production plein air, sol et biologique. Ainsi les effectifs de poules pondeuses en système alternatif sont estimés à 37 % en 2017 contre 19 % en 2007.

Entre 2007 et 2017, le taux de croissance annuel moyen est de + 11,9 % pour les systèmes biologiques, + 9,4 % pour les systèmes au sol, + 7,0 % pour les poules de plein air hors Label Rouge et + 3,5 % pour le Label Rouge. La part des cages est quant à elle en baisse de 1,3 % par an.

² Pour convertir les données de production de nombre d'œufs en poids d'œufs, le SSP utilise historiquement un poids moyen de 61 g/œuf. Compte tenu de la tendance à l'augmentation du poids moyen des œufs, et en validant avec les données des enquêtes technico-économiques, l'ITAVI utilise un poids de 62 g/œufs depuis 2005.

Évolution des effectifs de poudeuses par mode d'élevage



Sources : ITAVI d'après SSP, DGAL, Agence Bio et Synalaf

2.3.1.1. Structure de la production

Selon les statistiques fournies par la DGAL, les capacités moyennes d'élevage en poules par exploitation sont de 23 834 poules. Les élevages sont constitués en moyenne de 1,46 bâtiment avec 16 303 poules par bâtiments. Quel que soit le mode d'élevage les capacités moyennes de production sont en augmentation sur 2008-2016 notamment pour les élevages au sol (+ 167,4 %) et les poules poudeuses en cage (+ 69,5 %). Au global cette hausse est moins marquée (+ 13,1 %) en raison du transfert vers les productions alternatives à la cage. À noter qu'à la réglementation s'ajoute un accord interprofessionnel qui limite la taille des ateliers de poudeuses en Bio et Plein Air / Label Rouge qui explique également la moindre croissance de la taille moyenne des exploitations.

Structure des élevages de poules poudeuses en fonction des systèmes de production en 2016

	Part des exploitations (%)	Part des capacités de production (%)	Capacité moyenne en poules / exploitation	Evolution des capacités moyennes 2008-2016
biologique	27%	7%	6 470	+ 28,3 %
plein air	48%	18%	9 030	+ 71,2 %
sol	7%	6%	18 760	+ 167,4 %
cage	18%	69%	89 080	+ 69,5 %
Ensemble	100%	100%	23 835	+ 13,1 %

Source : DGAL

En 2016, plus de la moitié des poudeuses sont situées dans le grand Ouest avec 40 % des effectifs en Bretagne et 13 % en Pays-de-la-Loire. La part de l'alternatif est variable suivant les régions avec 21 % en Bretagne et 47 % en Pays-de-la-Loire.

Part des effectifs de pondeuse par région en 2016

	Part des effectifs dans le total national	part du bio dans le total régional	part de l'alternatif dans le total régional
Bretagne	40 %	6 %	21 %
Pays-de-la-Loire	13 %	12 %	47 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 %	12 %	39 %
Hauts-de-France	10 %	6 %	33 %
Reste des régions	25 %	5 %	33 %

Source : DGAL

2.3.2. Un déficit en œufs coquille qui s'accroît et un excédent en ovoproduits qui s'amoindrit

Le solde des échanges en œufs et ovoproduits est déficitaire sur l'année 2017 en valeur (- 17M€), avec un excédent en ovoproduits de 33 M€ qui ne compense pas le déficit de 50 M€ en œuf coquille. En volume, le solde des échanges d'œufs en coquille s'établit à - 42 916 tonnes équivalent œuf coquille (téoc) et celui des ovoproduits à + 31 528 téoc, soit un solde global de - 11 388 téoc.

Échanges d'œufs et ovoproduits en tonne équivalent œuf coquille en 2017

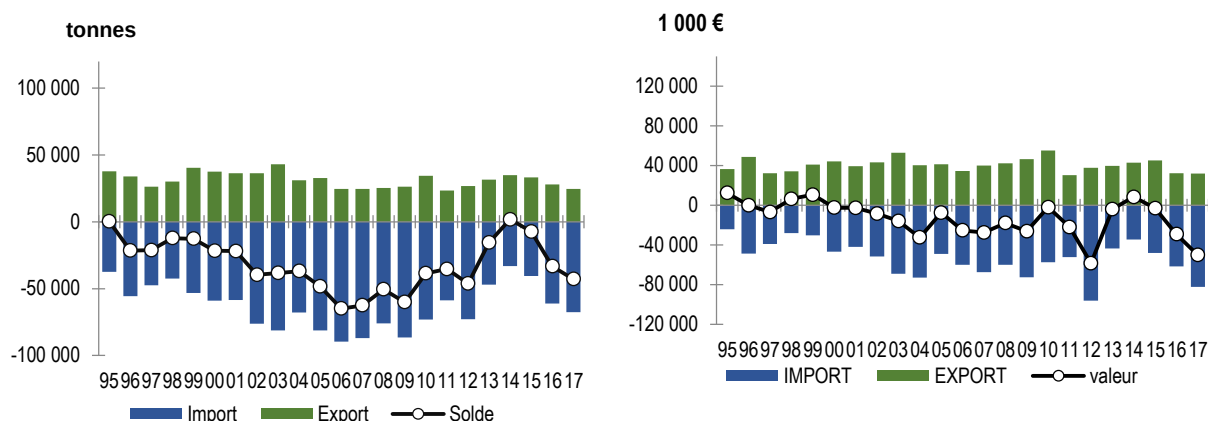
	1 000 téoc			millions €		
	Exp.	Imp.	Solde	Exp.	Imp.	Solde
Œufs coquille	24,7	67,6	-42,9	32,0	82,2	-50,2
Ovoproduits	100,5	69,0	31,5	104,0	70,7	33,3
Total	125,2	136,6	-11,4	136,0	152,9	-16,9

Source : ITAVI d'après douanes françaises

La France est déficitaire en œufs coquille depuis le milieu des années 1990. Ce déficit s'est fortement réduit pour atteindre l'équilibre en 2014 mais a rechuté depuis 2016 en raison d'une hausse d'importations en provenance d'Espagne et de Pologne, deux pays fortement orientés vers la production d'œufs de poules en cage. Le recul des exportations d'œufs coquille à destination des pays européens a également contribué à cette dégradation du solde entre 2015 et 2017. En 2017, les exportations d'œufs coquille sont en repli de 11,5 % par rapport à 2016 avec un prix moyen d'exportation en hausse de 5,6 %. Par ailleurs, les exportations à destination des pays tiers sont en recul de 43,2 % en lien avec un arrêt progressif des exportations d'œufs vers Hong Kong. Les importations d'œufs coquille sont en revanche en hausse de 10,6 % principalement depuis l'Espagne pour l'industrie des ovoproduits mais aussi la Pologne et la Belgique.

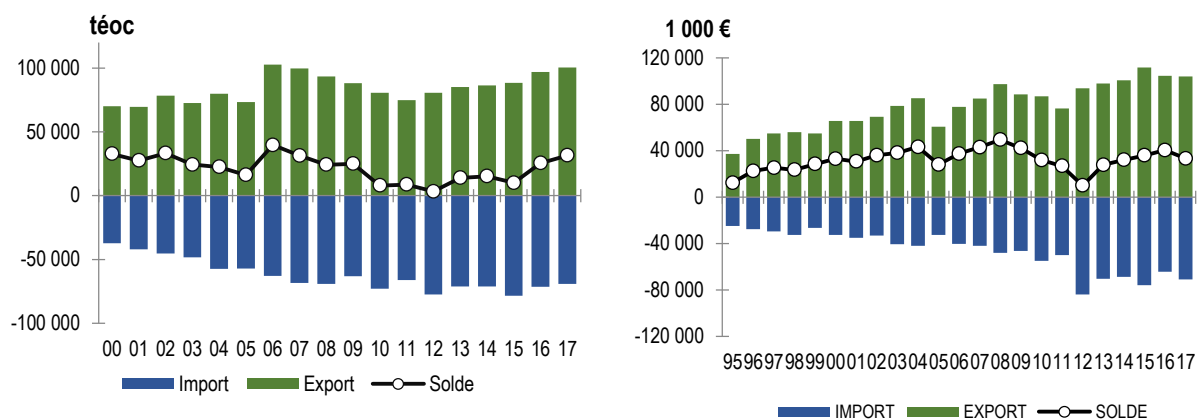
Les exportations d'ovoproduits suivent une progression de 3,8 % en volume grâce aux jaunes liquides tandis que les exportations d'ovoproduits séchés sont en repli. En valeur, les exportations sont en revanche en repli de 0,6 % par rapport à 2016 en raison de la baisse du prix des albumines séchées (6,8 € / kg en 2017 contre 8,4 € / kg en 2016). Si les importations sont en repli en volume (- 3,2 %) elles sont en hausse en valeur (+ 10,2 %) via une hausse des achats d'entiers liquides notamment.

Évolution des échanges d'œufs en coquille en volume et en valeur



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Évolution des échanges d'ovoproduits en tonnes et en valeur

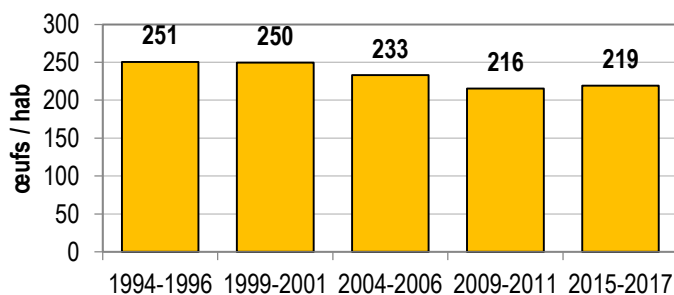


Source : ITAVI d'après douanes françaises

2.3.3. Consommation et segmentation de marché

En France la consommation d'œufs est assez stable depuis 2005 (-0,4 % par an) pour s'établir à 214 œufs/hab/an en 2016 avec une part d'ovoproduits de 38,8 % stable par rapport à l'année 2015 (39,6 %). En 2017, la consommation est en progression de 5,0 % par rapport à 2016. En moyenne triennale sur 2015-2017, la consommation d'œufs par habitant en France est de 219 œufs contre 217 l'année passée soit une hausse de 1,1 %, retrouvant ainsi les valeurs de 2009-2011.

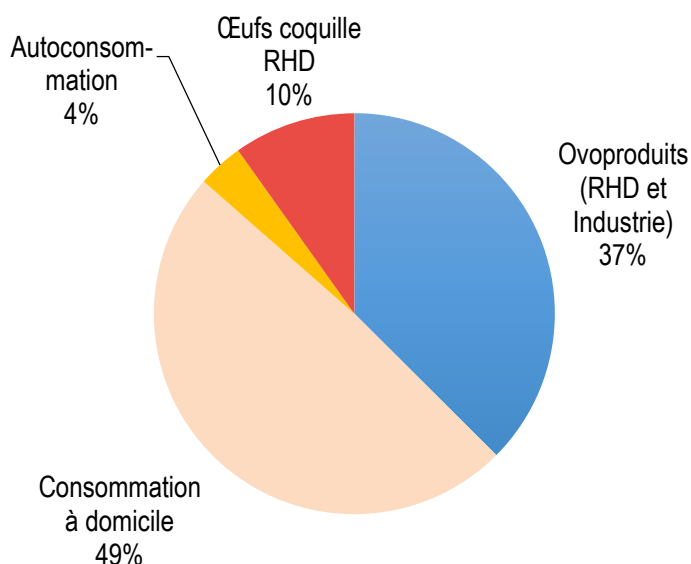
Consommation française d'œufs (en nombre)



Source : ITAVI d'après SSP, Prodcom et douanes françaises

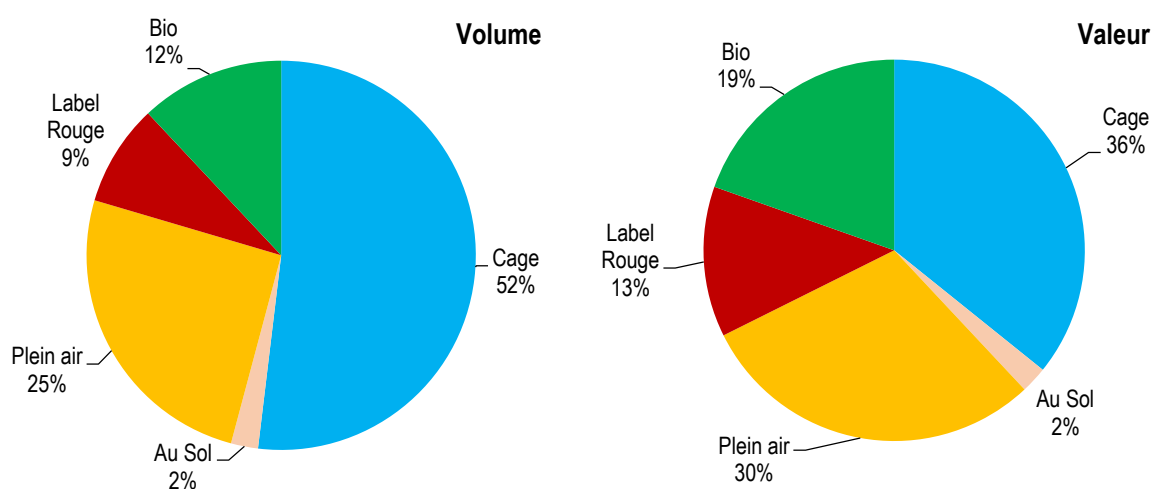
En 2017, la part des achats d'œufs en coquille pour la consommation au domicile représente environ 49 %, la consommation sous forme d'ovoproduits 37 % tant pour l'industrie agroalimentaire que pour la RHD, le solde correspondant à l'autoconsommation (environ 4 %) et à la consommation d'œufs coquille en RHD (10 %), cette dernière s'approvisionnant de plus en plus en ovoproduits pour des raisons sanitaires et de gestion de la main-d'œuvre.

Consommation d'œufs par circuit de distribution en 2017



Les œufs en coquille restent un produit de base consommé par une immense majorité de français, avec un taux de pénétration d'environ 96,3 % en 2017. En revanche ce taux varie en fonction des différents systèmes d'élevage avec un repli du taux de pénétration d'œufs « cage » qui passe de 79 % à 70 % entre 2013 et 2017, et une hausse de celui des œufs plein air passant de 65 % à 72 % sur la même période.

Segmentation de marché des achats des ménages d'œuf coquille en 2017

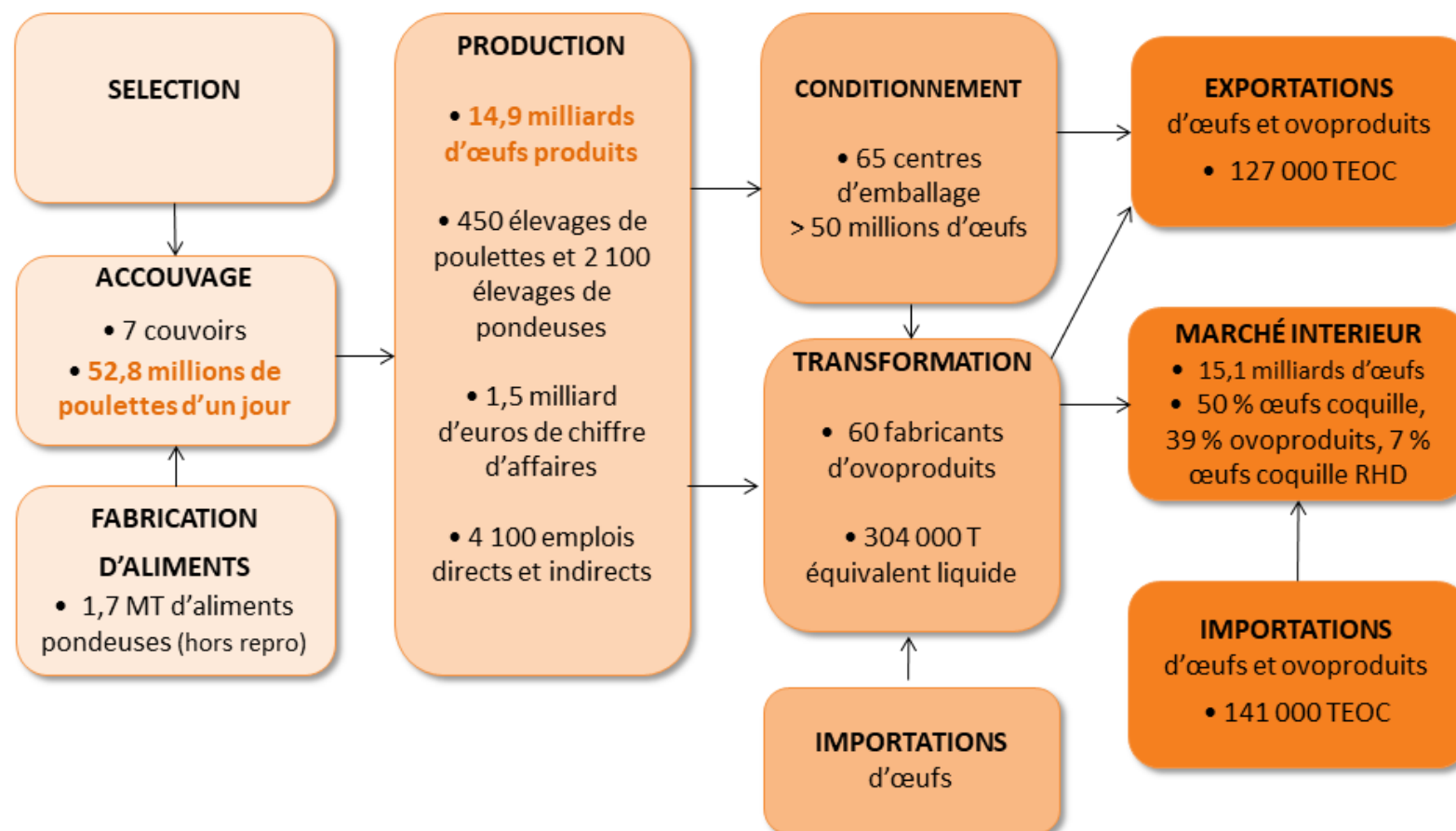


Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel

Depuis 2003, la part des systèmes alternatifs dans la consommation est en augmentation et correspond en 2017 à près de la moitié des volumes de consommation à domicile (48 %) et à deux tiers des dépenses en œufs selon le panel Kantar, les prix du bio et du Plein Air étant plus élevés. Parmi les systèmes alternatifs, le bio et le plein air (hors label rouge) ont suivi une progression particulièrement importante sur dix ans, représentant un doublement du volume global. Dans la production, la part des systèmes alternatifs reste importante (63 % en 2017), ainsi l'écart est comblé par les utilisations du secteur ovoproduits qui s'approvisionne encore à 77 % en œufs de poules pondeuses en cage et par la RHD (Restauration Hors Domicile).

Selon le panel IRI, les achats d'œufs des ménages reculent de 0,2 % en 2017 par rapport à 2016 avec une baisse des volumes d'œufs cage de 8,7 % tandis que les achats d'œufs bio progressent de 13,5 % ainsi que les œufs Label rouge (+ 0,4 %), autres plein-air (+ 7,9 %) et sol (+ 29,1 %). Selon le panel Kantar, sur les huit premières périodes 2018, les achats des ménages progressent de 0,4 % avec un repli des achats d'œufs cage (- 4,3 %) au profit des achats d'œufs bio (+ 3,2 %) plein air (+ 10,6 %) et sol (+ 9,9 %) tandis que les achats d'œuf label rouge fléchissent légèrement (- 0,5 %).

LA FILIERE FRANCAISE DE L'ŒUF



MTEC: Millions de Tonnes Equivalent Carcasse

RHD: Restauration Hors Domicile

Source: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA

Estimations 2017



L'acteur industriel et financier des filières des huiles et protéines.

Depuis 35 ans, nous créons de la valeur dans les filières des huiles et protéines. Avec nos partenaires agriculteurs, éleveurs, chercheurs, investisseurs, nous œuvrons ensemble pour contribuer à :

BÂTIR L'AGRICULTURE DE DEMAIN,

en procurant des débouchés pérennes et durables à 100 000 agriculteurs et 26 000 éleveurs.

VALORISER LES SAVOIR-FAIRE AGRICOLES ET INDUSTRIELS DE NOS FILIÈRES,

en proposant aux consommateurs des marques de qualité comme Lesieur, Puget, Matines, Sanders, Diester... et en innovant pour développer des solutions durables dans les domaines de l'alimentation, des énergies renouvelables et de la chimie du végétal.

INVESTIR DANS L'AVENIR,

en réinvestissant l'ensemble de nos profits dans le développement des filières nationales et en accompagnant, à travers Sofiprotéol, notre société de financement et de développement, plus de 100 entreprises représentant 105 000 emplois en France.

RASSEMBLER LES MEILLEURS TALENTS AUTOUR D'UN PROJET D'ENTREPRISE FÉDÉRATEUR,

en développant l'engagement de nos collaborateurs, en initiant des projets porteurs de sens et favorables à l'emploi local partout où nous opérons.

groupeavril.com

3. Le lapin de chair

3.1. Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux

3.1.1. Production

Selon FAOSTAT, la Chine a produit 849 150 tonnes de viande de lapin en 2016 soit plus de la moitié de la production mondiale (1,43 millions de tonnes), avec une production en croissance continue depuis les années 1990 (+ 9 % par an).

L'Union européenne est le deuxième producteur mondial de lapin de chair avec une production qui s'établit autour de 200 000 tonnes équivalent carcasse. L'Espagne est le premier producteur européen devant la France et l'Italie. À eux trois ces pays réunissent plus des deux tiers de la production totale de l'UE. Les comparaisons internationales sont toutefois difficiles à établir, les statistiques étant peu robustes en raison de la taille modeste de la filière au regard des autres productions animales dans l'ensemble des pays du monde.

Abattages de lapin dans les différents pays européens en tonnes équivalent carcasse

	2016	2017	%17/16
Espagne	59 589	56 782	- 4,7 %
France	40 996	38 035	- 7,2 %
Italie	31 415	28 675	- 8,7 %
Portugal	5 199	4 856	- 6,6 %

Source : Itavi d'après SSP, MAPAMA, ISTAT, INE

La production européenne se caractérise par une diversité de systèmes de production aussi en bien termes de systèmes de logement des animaux et de pratiques d'élevage qui peuvent être le fruit de diverses réglementations nationales, d'attentes sociétales ou encore d'une orientation de marché à l'export.

3.1.2. Commerce européen de viande de lapin

La plupart des échanges communautaires de viande de lapin est réalisée entre les plus grands pays producteurs de l'UE notamment l'Espagne dont l'essentiel des exports est dirigé vers le Portugal, la France vers les marchés Italiens, la Belgique en direction de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas et la Hongrie à destination de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse.

Les principaux importateurs de l'UE sont l'Allemagne et le Portugal. La Suisse est le principal client des exportations extra-UE de viande de lapin, de petits volumes étant exportés à destination des États-Unis, du Canada et de Hong-Kong.

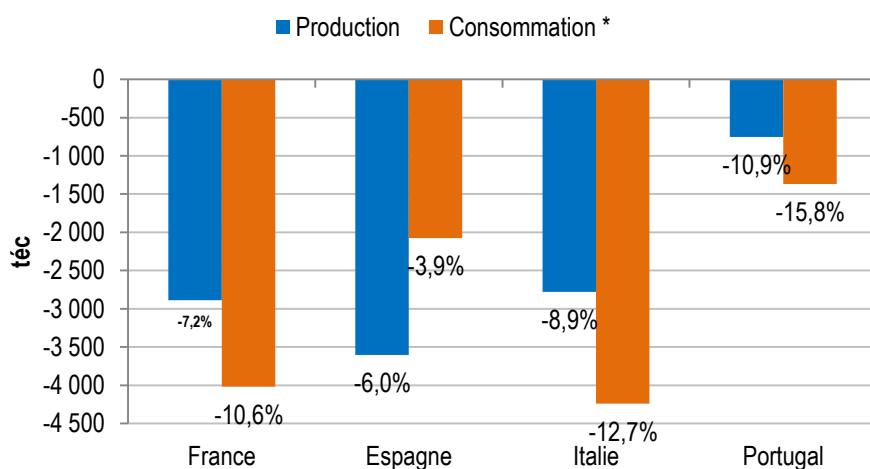
Les importations extra-UE proviennent à 99 % de Chine représentant 22 % des importations totales de lapin dans les pays communautaires. Celles-ci passent également essentiellement par la Belgique (Anvers) avant d'être réexpédiées vers la France notamment.

3.1.3. Une situation de déconsommation de viande de lapin dans la plupart des pays producteurs

La tendance à la baisse de la consommation est partagée par la plupart des pays de l'Union européenne avec des variations. Ainsi les réductions de consommation pour la France sont particulièrement marquées ces dernières années (- 42 % en dix ans) de même qu'en Italie (- 19 % entre 2005 et 2015) tandis que la consommation espagnole se stabilise en partie grâce à la réussite d'une campagne de promotion du produit réalisée par l'interprofession INTERCUN. En Belgique les niveaux de consommation sont moins élevés mais stables avec des produits orientés vers la valorisation des critères de bien-être animal type « lapin parc » ou l'origine nationale (« 100 % belge »). Dans ce contexte les niveaux d'importation en provenance de Chine

évoqués dans le précédent paragraphe constituent un enjeu particulièrement important notamment pour des réseaux ne valorisant pas nécessairement les critères d'origine tels que la RHD.

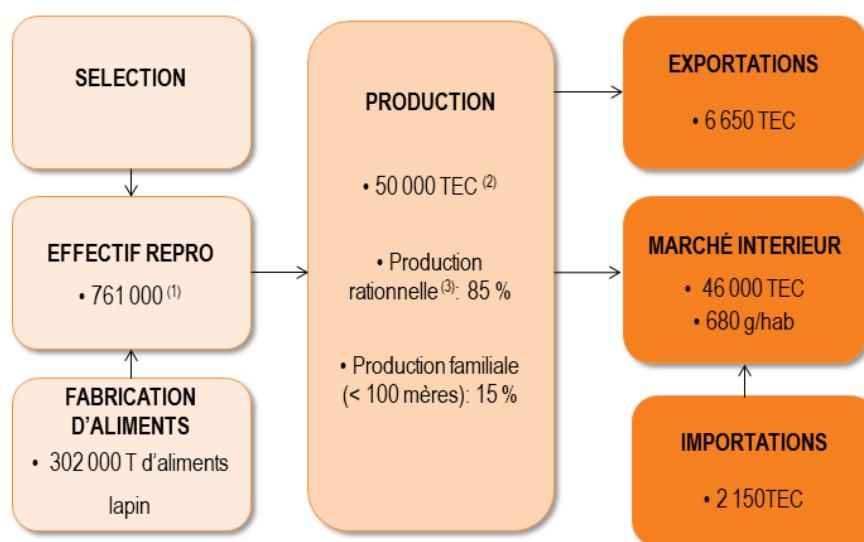
Dynamique de production et consommation dans les principaux pays européens sur l'année 2017/2016



* Consommation calculée par bilan sur la base des abattages

Source: ITAVI d'après Comext, SSP, MAGRAMA, ISTAT, INE

LA FILIERE CUNICOLE FRANCAISE



TEC: Tonnes Equivalent Carcasse

⁽¹⁾ SAA 2016

⁽²⁾ Estimations à partir du RA et des GTE

⁽³⁾ RA 2010

Sources: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, ESANE,

Estimations 2017

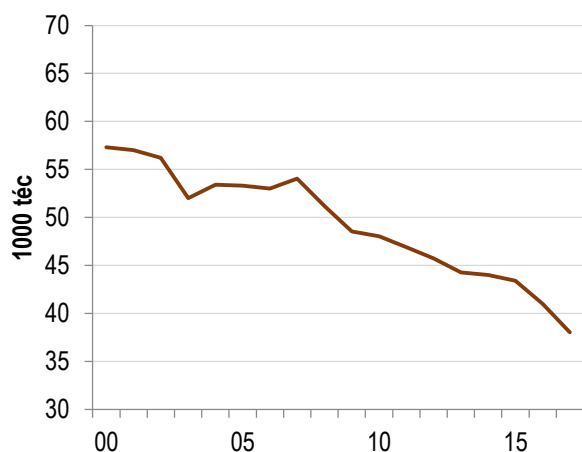
3.2. La filière française

3.2.1. Des indicateurs de production en repli depuis vingt ans

3.2.1.1. Production et abattage

La production française de lapins, estimée à partir du RA 2010 et des abattages contrôlés, s'élève à 49 951 tonnes équivalent carcasse (téc) en 2017, en repli de 21 % par rapport à 2010 et de 42 % par rapport à 2000. Les abattages contrôlés suivent la même évolution avec une production en diminution depuis le milieu des années 1990. Depuis 2016, les élevages cunicoles font face à une crise sanitaire qui affecte fortement la production avec la résurgence de la maladie hémorragique virale du lapin (VHD).

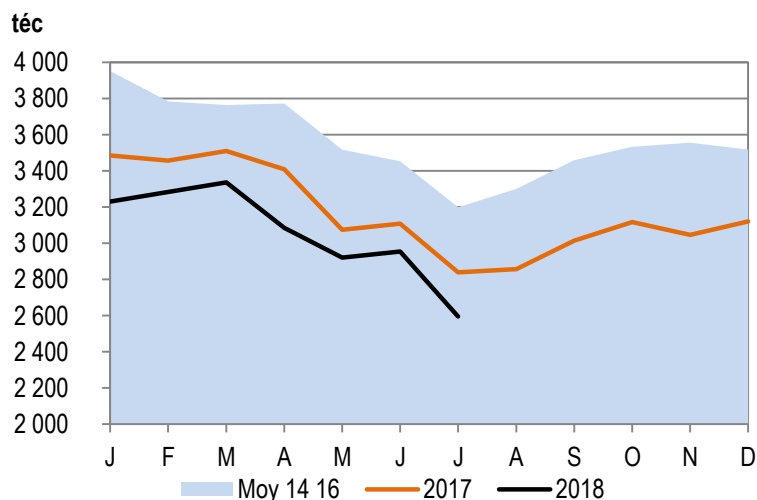
Abattages contrôlés de lapins en France depuis 1990



Source : SSP

Selon le SSP, les abattages de lapins se replient de 7,2 % en tonnes par rapport à 2016 et de 7,5 % en têtes. Le volume abattu atteint 38 034 téc pour 27,6 millions de têtes. Sur les 7 premiers mois 2018, les abattages se replient de 6,4 % en tonnes par rapport à 7 mois 2017.

Évolution des abattages de lapins CVJA en téc



Source : SSP

3.2.1.2. Fabrications d'aliment

Selon Coop de France et le SNIA, les fabrications d'aliments pour lapin s'établissent à 301 548 tonnes en 2017 en repli de 7,0 % par rapport à 2016 et de 25,8 % par rapport à 2010. Au premier semestre 2018, les fabrications sont en baisse de 7,8 % par rapport à 6 mois 2017.

Fabrications d'aliments en tonnes

Année	Fabrications d'aliments pour lapins
2001	558 196
2005	493 000
2010	406 634
2017	301 548

Sources : Recensement coop de France nutrition animale et SNIA.

Entreprise du panel mensuel représentant environ 95 % de la production nationale

3.2.1.3. Inséminations artificielles

En cumul sur l'année 2017, les inséminations artificielles (IA) ont atteint 4,15 millions de lapines en repli de 6,1 % par rapport à 2016. Sur dix ans les IA ont reculé d'un tiers. Sur les 33 premières semaines 2018, 2,4 millions de femelles ont été inséminées contre 2,6 millions en 2017 soit un repli de 9,4 %.

Nombre de femelles inséminées depuis 2007

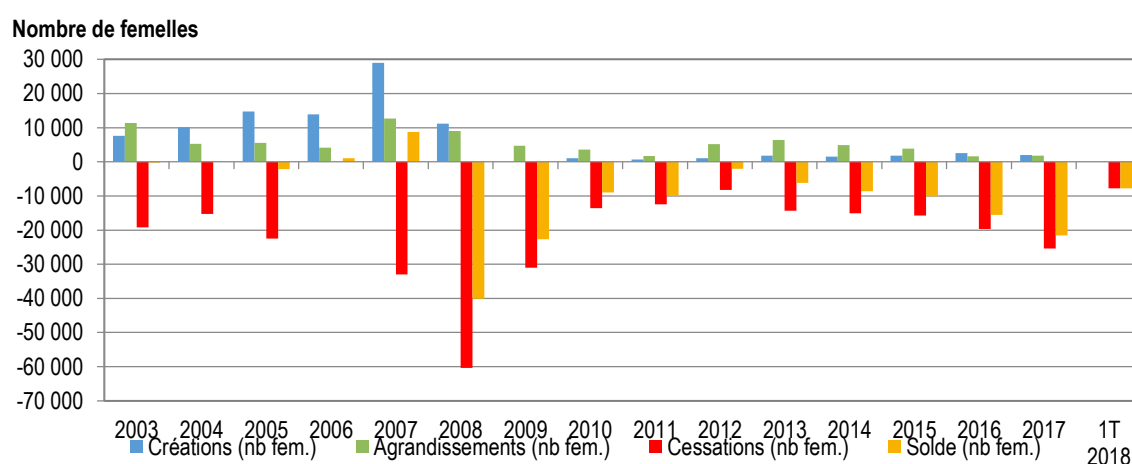
	2007	2010	2017	%17/07
milliers de têtes	6 108	5 398	4 152	- 32,0 %

Source : CLIPP

3.2.1.4. Suivi annuel des élevages

Le solde des créations, agrandissements et cessations d'élevages, observé sur un échantillon de 500 000 femelles et calculé en nombre de femelles est négatif depuis au moins 2003. Depuis 2008, le rythme des créations s'est fortement réduit et reste proche de zéro depuis. En 2017, l'enquête FENALAP sur les capacités de production, en élevage affiche un solde négatif de - 21 516 en dégradation par rapport à 2016 (- 15 552). Sur le premier trimestre 2018, les cessations s'établissent à 7 713 femelles, sans créations ni agrandissements.

Suivi annuel des élevages en nombre de femelles



Source : FENALAP

3.2.1.5. Effectifs de reproductrices

Selon le CLIPP, les effectifs nationaux de lapines reproductrices s'établissent à 761 000 têtes en 2016 contre 1 376 000 têtes en 2000 soit un repli de 45 % sur la période. Entre 2010 et 2015, les effectifs sont stables autour de 870 000 têtes tandis qu'ils se replient de 13 % en 2016.

3.2.1.6. Nombre d'éleveurs

L'enquête « groupements de producteurs » menée par la FENALAP compte 820 éleveurs en 2015 pour 16 groupements de producteurs tandis que le nombre d'éleveur était de 1 404 en 2005 pour 25 groupements. Ainsi le nombre de producteurs s'est replié de 42 % en dix ans.

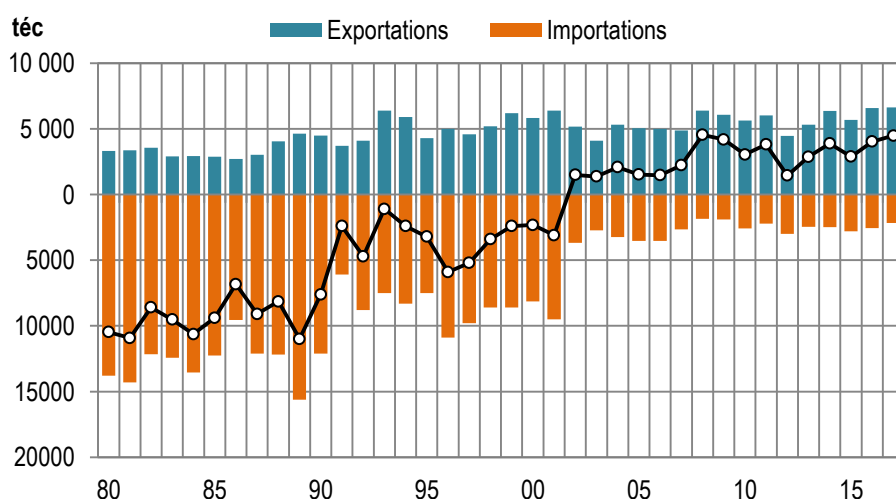
3.2.2. Un solde des échanges excédentaire

Le solde des échanges de viandes de lapin est excédentaire en volume depuis 2002 et en croissance annuelle moyenne de 7,6 % par an. La décision de la Commission Européenne d'interdire les importations de lapins en provenance de Chine entre le 30 janvier 2002 et le 31 août 2004 a en particulier contribué à rendre excédentaires les échanges français. Depuis les cinq dernières années, cette hausse du solde (en volume) s'explique surtout par la hausse des exportations vers l'Union européenne tandis que les importations en provenance de Chine se replient.

L'essentiel des importations proviennent aujourd'hui de l'Union européenne, notamment de Belgique et d'Espagne. Toutefois, la majorité des importations depuis la Belgique sont en réalité des réexpéditions de lapins chinois. Les exportations sont quant-à-elles principalement orientées vers les pays frontaliers (Italie, Espagne, Belgique et Allemagne).

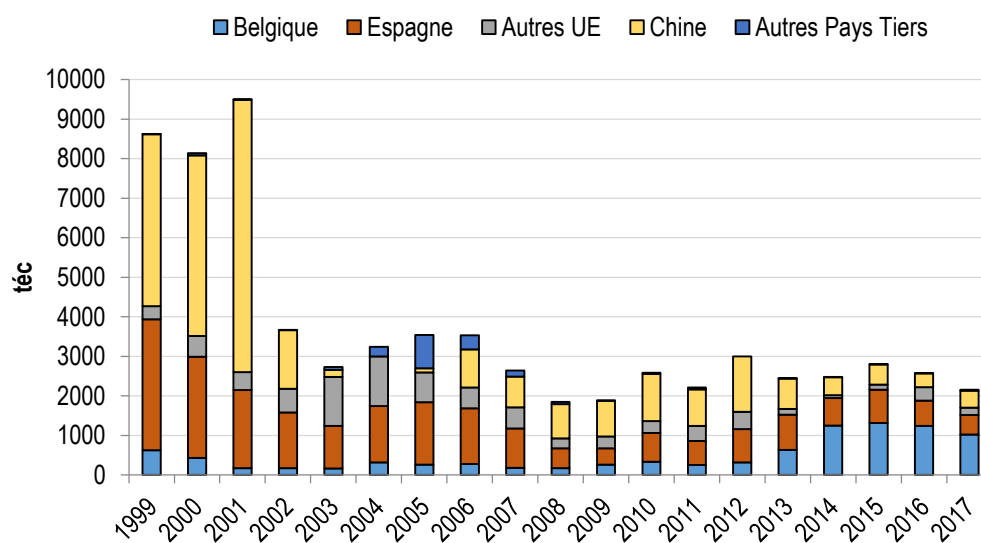
En 2017 le solde viande s'établissait à + 17,6 millions d'euros et + 4 486 téc. Le solde des échanges est en repli en valeur de 6,3 % sur la dernière année tandis que le solde est positif en volume. En effet le prix moyen d'exportation de viande de lapin est en baisse (- 4,5 % par rapport à 2016) dans un contexte où les pays frontaliers constituent un marché de dégagement pour une production qui peine à s'écouler sur le marché intérieur. Par ailleurs, les prix à l'importation sont en hausse de 22,5 % en 2017 par rapport à l'année précédente ce qui contribue également à la dégradation du solde commercial.

Évolution des échanges français de viande de lapin depuis 1980



Source : douanes françaises

Évolution des importations françaises de viande de lapin par provenance depuis vingt ans



Source : Douanes françaises



Commerce extérieur de la France viande de lapins (frais + congelé) - En VOLUME

téc				Cumul 7 mois		
	2016	2017	%17/16	2017	2018	%18/17
Exportations	6 596	6 642	+0,7	3 891	3 001	-22,9
vers l'Union à 28	5 987	5 923	-1,1	3 398	2 806	-17,4
dt Italie	1 868	1 627	-12,9	985	1 061	+7,8
dt Allemagne	693	956	+38,0	328	402	+22,4
dt Espagne	724	819	+13,1	433	314	-27,5
dt Belgique	781	899	+15,1	554	334	-39,8
dt Portugal	300	185	-38,2	162	41	-74,8
dt Royaume-Uni	287	452	+57,4	264	300	+13,7
vers Pays Tiers	608	719	+18,2	493	194	-60,7
dt Suisse	79	80	+0,6	49	42	-13,8
dt Hong-Kong	101	181	+79,0	149	27	-81,6
dt États-Unis	234	181	-22,6	69	90	+30,8
Importations	2 565	2 156	-16,0	1 343	1 178	-12,3
de l'Union à 28	2 218	1 702	-23,3	1 062	965	-9,2
dt Belgique	1 243	1 022	-17,8	637	683	+7,2
dt Espagne	636	493	-22,5	321	221	-31,2
dt Hongrie	233	33	-86,0	26	28	+4,8
des Pays Tiers	347	455	+30,9	281	213	-24,1
dt Chine	347	433	+24,6	259	169	-34,7
SOLDE	+4030	+4486		+2549	+1823	-28,5

Source : douanes françaises

Commerce extérieur de la France viande de lapins (frais + congelé) - En VALEUR

milliers d'euros				Cumul 7 mois		
	2016	2017	%17/16	2017	2018	%18/17
Exportations	25 327	24 347	-3,9	13 521	12 384	-8,4
vers l'Union à 28	23 246	22 046	-5,2	12 149	11 547	-5,0
dt Italie	5 106	5 057	-1,0	2 787	3 269	+17,3
dt Allemagne	4 553	4 432	-2,7	1 976	2 343	+18,6
dt Espagne	2 302	2 731	+18,6	1 338	1 232	-8,0
dt Belgique	4 194	3 739	-10,8	2 184	1 840	-15,7
dt Portugal	590	447	-24,3	387	136	-64,8
dt Royaume-Uni	1 348	1 811	+34,4	1 071	1 192	+11,4
vers Pays Tiers	2 081	2 302	+10,6	1 372	836	-39,0
dt Suisse	718	753	+4,8	455	403	-11,5
dt Hong-Kong	90	344	+282,0	270	41	-85,0
dt États-Unis	791	632	-20,2	215	258	+20,2
Importations	6 556	6 753	+3,0	4 079	3 406	-16,5
de l'Union à 28	5 405	4 874	-9,8	2 963	2 448	-17,4
dt Belgique	1 967	2 187	+11,2	1 376	1 223	-11,1
dt Espagne	2 077	2 038	-1,9	1 244	930	-25,3
dt Hongrie	1 044	192	-81,6	156	165	+5,8
des Pays Tiers	1 151	1 879	+63,2	1 116	958	-14,2
dt Chine	1 151	1 771	+53,9	1 008	726	-28,0
SOLDE	+18770	+17594		+9442	+8977	-4,9%

Source : Douanes françaises

3.2.2.1. Tendances 2018

Sur sept mois 2018, le solde des échanges est positif en volume et en valeur avec un excédent commercial de 9,0 M€, inférieur de 4,9 % à celui observé en 2017 (9,4 M€), ce qui s'explique par le repli des exportations vers le Portugal (- 120 t€), la Belgique (- 220 t€), l'Espagne (- 120 t€) et Hong-Kong (- 80 t€).

Les exportations se replient de 22,9 % en volume et de 8,4 % en valeur sur janvier-juillet 2018 par rapport à l'année précédente avec un prix moyen d'exportation en hausse de 18,8 % (4,13 € / kg). Les exportations sont en baisse vers le Portugal (- 120 t€) la Belgique (- 220 t€) l'Espagne (- 120 t€) et Hong-Kong (- 80 t€), tandis qu'elles progressent vers l'Italie (+ 80 t€), l'Allemagne (+ 70 t€) et le Royaume-Uni (+ 40 t€).

Les importations françaises de lapin ont quant à elles baissé en volume (- 12,3 %) et en valeur (- 16,5 %). En effet, les importations reculent en provenance d'Espagne (- 32,1 %) mais aussi de Chine (- 34,7 %), tandis qu'elles augmentent en provenance de Belgique (+ 7,2 %) sur 7 mois 2018.

Le solde du commerce de viande de lapin est ainsi en repli de 28,5 % en volume et de 4,9 % en valeur sur 7 mois 2018 pour s'établir à + 9,0 M€.

3.2.3. Consommations de viandes de lapin

3.2.3.1. Consommation calculée par bilan

Les consommations de lapin en France sont en forte diminution depuis le milieu des années 1990 avec une division par deux de la consommation sur 20 ans. Cette diminution de la consommation est structurelle et s'explique en partie par la déconsommation auprès des populations les plus jeunes.

En 2017, la consommation individuelle de viande et préparations de lapin s'établit à 690 grammes par habitant, contre 1 480 g/hab en 2000.

Évolution de la consommation de viande de lapin en France

	Consommation totale ^(a) (1000 t€)	Consommation contrôlée ^(b) (1000 t€)	Consommation totale par habitant (kg€/hab)	Autosuffisance (%)
1990	-	61,6	-	-
1995	-	66,2	-	-
2000	89,4	59,6	1,48	97
2005	79,3	51,4	1,26	101
2010	59,4	44,5	0,92	106
2015	52,9	39,3	0,80	108
2016	51,0	38,0	0,76	106
2017	46,0	34,0	0,69	109

a) Consommation calculée par bilan à partir des productions estimées lors des recensements agricoles 2000 et 2010

(b) Consommations de lapins issus des abattages contrôlés (hors autoconsommation)

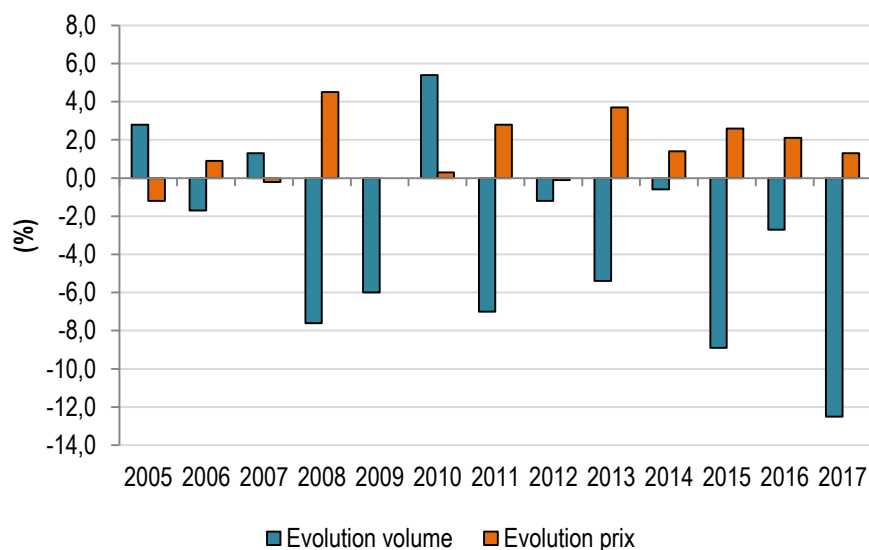
Source : ITAVI d'après SSP, RA 2010, douanes françaises

3.2.3.2. Consommation des ménages

Selon le panel d'acheteurs Kantar, les achats de lapin par les ménages est en repli depuis dix ans. Sur l'année 2017, les achats des ménages pour leur consommation à domicile sont en net repli avec une baisse des achats de lapin de 12,5 % par rapport à 2016. Ce sont principalement les achats de lapin entier (découpé ou non) qui suivent une baisse de 16,2 % des volumes, ainsi que les morceaux (- 7,1 %). Il est à noter que la consommation apparente (calculée par bilan) est quant à elle en baisse de 10,6 % entre 2016 et 2017. Cet écart avec les données Kantar s'explique par des différences de périmètre étudié. En effet les enquêtes Kantar ne prennent en compte que les achats des ménages sur un panel consommateur. Les achats pour la consommation en

restauration hors domicile notamment ne sont pas inclus dans le panel Kantar. **Sur les huit premières périodes 2018**, les consommations de lapin sont en repli de 12,4 % avec des prix en hausse de 3,8 % et un maintien des tendances de l'année 2017.

Évolution des achats des ménages en France entre 2005 et 2017



Source : Kantar Worldpanel

Évolution des achats des ménages de lapin en France

	13 périodes 2015		13 périodes 2016		13 périodes 2017		8 périodes 2018	
	Évolution prix	Évolution volume	Évolution prix	Évolution volume	Évolution prix	Évolution volume	Évolution Prix	Évolution volume
LAPIN	+ 2,6%	- 8,9%	+ 2,1%	- 2,7%	+ 1,3%	- 12,5%	+ 3,8 %	- 12,4 %
Lapin entier	+ 1,5%	- 12,5%	+ 2,6%	- 4,1%	+ 0,9%	- 16,2%	+ 2,6 %	- 13,5 %
découpé	+ 2,5%	- 5,3%	- 1,0%	- 0,6%	+ 1,8%	- 12,4%	+ 3,6 %	- 11,1 %
non découpé	+ 0,3%	- 17,8%	+ 5,9%	- 7,1%	+ 0,1%	- 19,7%	+ 1,6 %	- 16,0 %
Lapin demi	+ 1,7%	- 17,7%	+ 2,1%	- 10,5%	- 3,0%	- 0,5%	+ 5,9 %	- 5,6 %
Lapin morceaux	- 0,2%	+ 1,5%	+ 0,8%	- 3,6%	+ 1,3%	- 7,1 %	+ 3,1 %	- 13,4 %

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le FOIE GRAS, Exceptionnel à chaque fois !

Rejoignez la communauté
@FandeFoieGras



**DE RETOUR
SUR LES ÉCRANS
AVEC UNE NOUVELLE
CAMPAGNE TV**

**du 11 novembre
au 9 décembre
prochain...**



Pour plus d'informations sur la tradition culturelle et gastronomique du Foie Gras :
www.leblogdufoiegras.com / www.lefoiegras.fr



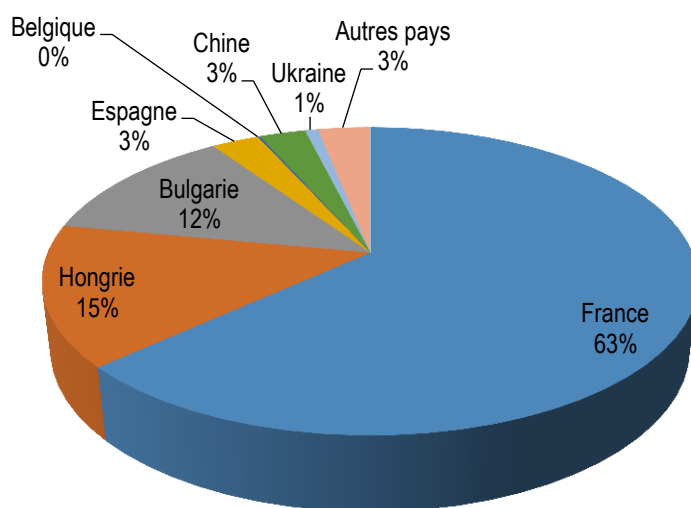
4. Le foie gras

4.1. Contexte mondial

4.1.1. Une production mondiale en baisse

Selon les estimations du CIFOG, la production mondiale de foie gras cru atteint 18 400 tonnes en 2017, soit une baisse de 18 % par rapport à 2016. Malgré les deux crises aviaires, la France reste de loin le premier producteur avec 11 630 tonnes produites soit près des deux tiers de la production totale, suivie de la Hongrie (15 %) et de la Bulgarie (13 %). La production 2016 est en net repli (-14 %) par rapport à 2015 en raison de l'épizootie d'influenza aviaire de novembre 2015. La grande majorité des produits sont issus de la production de canard (93 %), les productions d'oies grasses étant surtout importantes en Hongrie, en Ukraine et en Chine.

Répartition mondiale de la production de foie gras



Source : CIFOG

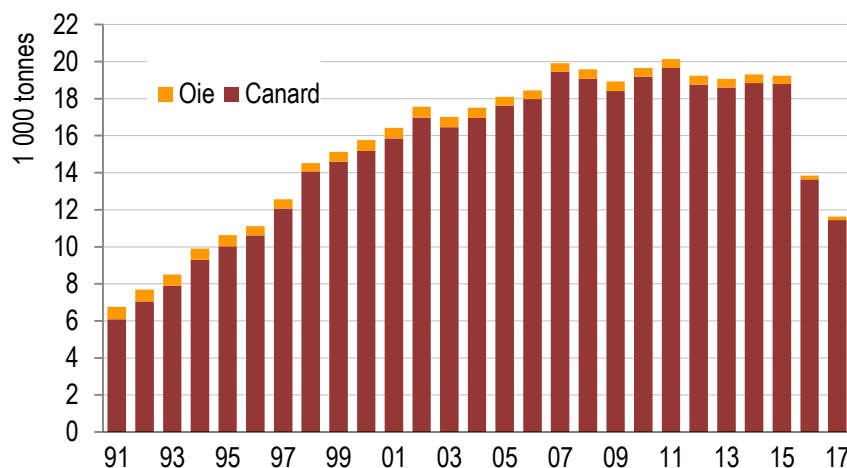
4.1.2. Échanges européens en hausse en valeur

Les échanges commerciaux de foie gras au niveau mondial sont essentiellement réalisés entre les pays de l'Union européenne ou en relation avec ceux-ci, les volumes échangés entre Pays tiers ne correspondant qu'à de faibles volumes. Malgré les épizooties, l'ensemble des échanges avec l'UE est en hausse de 5 % en 2017 et atteint 244 M€. En effet, près des trois-quarts des échanges sont réalisés entre les pays communautaires (192 M€) et les exportations intra-UE sont en hausse de 11 % par rapport à 2016 tandis que les exportations à destination des pays tiers sont en forte baisse (- 18 % en volume) suite à des fermetures de frontières pour le foie gras français notamment.

4.2. Production française de foie gras impactée par les crises sanitaires

La production française de foie gras de canard est en augmentation jusqu'en 2007 puis reste stable jusqu'en 2015. En revanche la production de foie gras d'oie est en diminution constante depuis les années 1980. Le foie gras de canard correspond à 98,4 % de la production totale de foie gras, la production d'oie restant marginale en France. Selon les données de la Statistique Agricole Annuelle, la production française est estimée, en 2017, à 11 630 tonnes, en baisse de 16 % par rapport à 2016 et de 39.6 % par rapport à l'année 2015, année où elle atteignait 19 242 tonnes (18 794 tonnes de foie de canard et 448 tonnes de foie d'oie). Après une augmentation jusqu'en 2007, la production de foie gras s'était ensuite stabilisée autour de 19 000 tonnes.

Évolution de la production française de foie gras

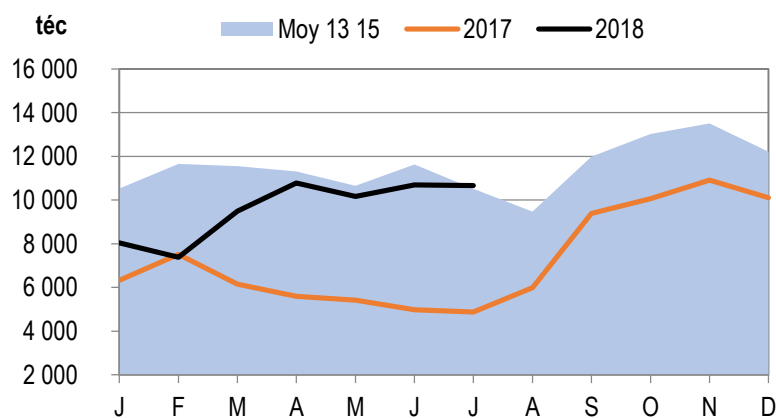


Source : CIFOG

Sur la période 2013-2015, l'ancienne région Aquitaine représentait 50 % de la production, Midi-Pyrénées 21 % et Pays-de-la-Loire 17 %. Les régions du Sud-Ouest ayant plus fortement été touchées par la grippe aviaire, l'Aquitaine ne représente plus que 39 % de la production en 2017 et Midi Pyrénées 19%, alors que les Pays de la Loire renforcent leur poids passant de 17 à 25 % de la production nationale.

Sur 7 mois 2018, les abattages de canard gras sont en hausse de 64,5 % et ont retrouvé leurs niveaux d'avant crise depuis avril.

Abattages contrôlés de canards gras en France



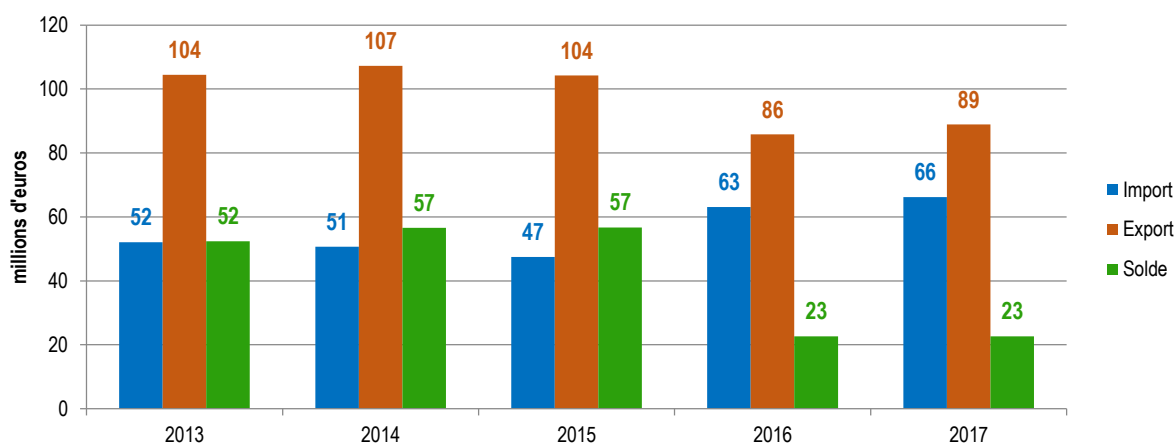
Source : SSP

4.3. Repli du solde commercial en 2016 et 2017

Depuis les années 2000, la France est en excédent commercial de foie gras avec un solde qui culmine en 2007 à 65 millions d'euros. Suite aux effets de la crise financière de 2008, les exportations françaises se sont réduites progressivement puis ont remonté jusqu'en 2015 avec un solde qui atteignait les 57 millions d'euros.

Sur la période 2013-2015, les exportations françaises de foie gras se répartissaient à moitié entre les exportations de foie gras cru et de préparations (en valeur) avec 42 % des exportations totales à destination des Pays tiers. Le foie gras cru regroupait la majorité des importations (96 %) en provenance de Bulgarie et de Hongrie. Le solde de la France était excédentaire en préparation à base de foie gras mais aussi en foie gras cru avec un total de 55 M€. En 2016, les exportations ont baissé de 19 % tandis que les importations ont augmenté de 26 % en valeur par rapport à la moyenne 2013-2015, provoquant une réduction de moitié de l'excédent commercial qui s'est poursuivie l'année suivante.

Échanges français de foie gras en millions d'euros



Source : ITAVI d'après douanes françaises

En comparant l'évolution des exportations par période, on constate que c'est d'abord le foie gras cru de canard qui a été touché par les restrictions commerciales. Toutefois les préparations, qui regroupent les produits thermisés, ont également subi un léger repli. Au premier semestre 2018, les exportations restent à leur niveau de 2017 en volume (+ 0,5 %), tandis que les importations progressent de 45,7 %.

Échanges français de foie gras

tonnes				Cumul 6 mois		
	2016	2017	%17/16	2017	2018	%18/17
Exportations	4 022	3 883	-3,5	1 384	1 391	+0,5
Conserves et préparations	2 266	2 161	-4,7	649	627	-3,4
Foie gras cru	1 756	1 722	-2,0	735	764	+4,0
Canard frais	575	377	-34,4	149	146	-1,8
Canard congelé	1 034	1 250	+20,9	557	596	+6,9
Oie frais	83	68	-17,6	20	9	-55,9
Oie congelé	65	27	-58,6	8	12	+54,3
Importations	4 702	3 708	-21,1	1 278	1 862	+45,7
Conserves et préparations	330	358	+8,4	174	148	-15,1
Foie gras cru	4 372	3 350	-23,4	1 104	1 714	+55,2
Canard frais	1 106	925	-16,4	320	378	+18,0
Canard congelé	2 752	2 112	-23,3	660	1 156	+75,1
Oie frais	181	125	-31,3	46	54	+16,8
Oie congelé	332	189	-43,1	78	127	+62,2
SOLDE	-679	175		106	-471	

Source : ITAVI d'après douanes françaises

4.4. Une consommation en baisse

Selon le rapport économique du CIFOG³, les achats de foie gras crus et de préparations 100 % foie gras par les entreprises sont en baisse depuis 2010. Ainsi les achats des ménages sont en baisse de 1,7 % par an entre 2010 et 2015 avec notamment un repli des achats de foie gras cru (- 4,5 % par an) et du foie gras d'oie (- 7,5 %). Si les ventes se replient en volume entre 2015 et 2017 (- 20,7 %), les achats des ménages se maintiennent en valeur (- 0,5 %) grâce à des hausses de prix.

Pour la consommation à domicile les réseaux de distribution préférés sont les Hypermarchés (49,7 %), les supermarchés (18,4 %) et le Hard discount (11,2 %).

Achats des ménages (quantités extrapolées à l'ensemble du marché en tonnes)

	2006	2010	2015	2016	2017
Total	8 323	9 254	8 507	7 795	5 651
dont foie gras d'oie	392	452	306	180	119
dont foie gras de canard	7 931	8 802	8 176	7 605	5 532
dont cru	2 440	2 757	2 195	1 863	931
dont prêt à consommer	5 883	6 497	6 312	5 932	4 721

Source : CIFOG d'après Kantar Worldpanel

³ CIFOG, 2018, Rapport économique de l'année 2017

5. Conclusions et perspectives pour les filières avicoles et cunicole

5.1.1. Des perspectives très favorables pour la volaille à l'échelle mondiale mais un déficit de compétitivité à combler pour la filière française

Selon les perspectives OCDE-FAO, la volaille est la 1^{ère} viande produite et consommée dans le Monde en 2017 avec 120 millions de tonnes. À horizon 2025, la demande des pays en développement ne sera pas satisfaite par les productions locales, malgré un développement rapide, d'où un recours accru aux viandes d'importation. Les pays de l'Amérique latine (Brésil) et les États-Unis devraient conforter leurs positions exportatrices, alors que le poids de l'Union européenne est plus incertain compte tenu des écarts actuels de coûts de production entre l'UE et ses compétiteurs. Ce fort développement de la demande fournit des opportunités pour les filières françaises, à condition que l'offre hexagonale soit en mesure de répondre aux exigences du marché international et européen tant en termes de compétitivité prix que hors-prix. En effet, 33 % de la consommation française de volaille et 44 % de celle de poulet sont importés en 2017. Une adaptation du modèle de production et du modèle industriel est en cours pour reconquérir le marché national et espérer être présent à l'international. Cette recherche de compétitivité devra passer notamment par des investissements de l'amont à l'aval des filières et par une réorientation du modèle de production (génétique, poids vif, aliment), actuellement amorcée, pour améliorer la compétitivité en découpes.

5.1.2. Une montée en puissance des attentes sociétales et des controverses autour de l'élevage

À partir des années 1980, des débats de société ont émergé sur différents thèmes (environnement, bien-être animal, santé, industrialisation de l'élevage...), favorisant ou accompagnant une tendance à la déconsommation de viande, une montée du végétarisme et du flexitarisme. Si le consommateur reste très attentif au prix des produits animaux, un nombre croissant de consommateurs opte pour une stratégie « moins mais mieux », se traduisant par une baisse des volumes consommés et une montée en gamme des produits achetés. L'évolution du pouvoir d'achat des consommateurs sera bien sûr un élément déterminant dans la consommation de produits animaux, mais les modes d'élevage seront de plus en plus déterminants dans les comportements d'achat et les choix des consommateurs/citoyens. Bien que la volaille fasse exception dans ce contexte de déconsommation grâce à un positionnement prix favorable, les achats des ménages sont cependant moins dynamiques que par le passé. Le développement de la consommation passe maintenant de plus en plus par la RHD (restauration hors domicile) ou l'argument prix est déterminant, d'où la nécessité d'améliorer la compétitivité des opérateurs français. Compétitivité et réponse aux attentes sociétales devront ainsi être conjuguées. L'évolution de la demande sur le marché de l'œuf de consommation qui privilégie les systèmes hors cages en est une bonne illustration. Si l'adaptation des systèmes d'élevage est nécessaire elle ne devra pas se faire au détriment de la rentabilité des filières et du revenu des différents acteurs. Ces derniers devront montrer leur capacité à valoriser les investissements réalisés dans les nouveaux systèmes tout au long de la chaîne de valeur.

5.1.3. L'importance de la maîtrise des risques sanitaires

Enfin, le risque d'influenza aviaire semble augmenter chaque année avec une pression accrue, y compris en Union européenne. Si la production est impactée dans les zones touchées par le virus (euthanasie et abattages préventifs), plusieurs impacts indirects peuvent affecter le pays dont les restrictions aux exportations qui ont notamment touché le maillon sélection-accoupage et la filière foie gras lors des épisodes de 2016 et 2017 mais aussi la volaille de chair. En filière cunicole, les épidémies de VHD et l'absence de solution vaccinale à bas coût aggravent les difficultés. Enfin le scandale du fipronil a également eu un impact sur les prix européens des œufs. Aussi, la maîtrise des risques sanitaires et la traçabilité des produits constituent des enjeux forts pour l'ensemble des filières avicoles et cunicoles.



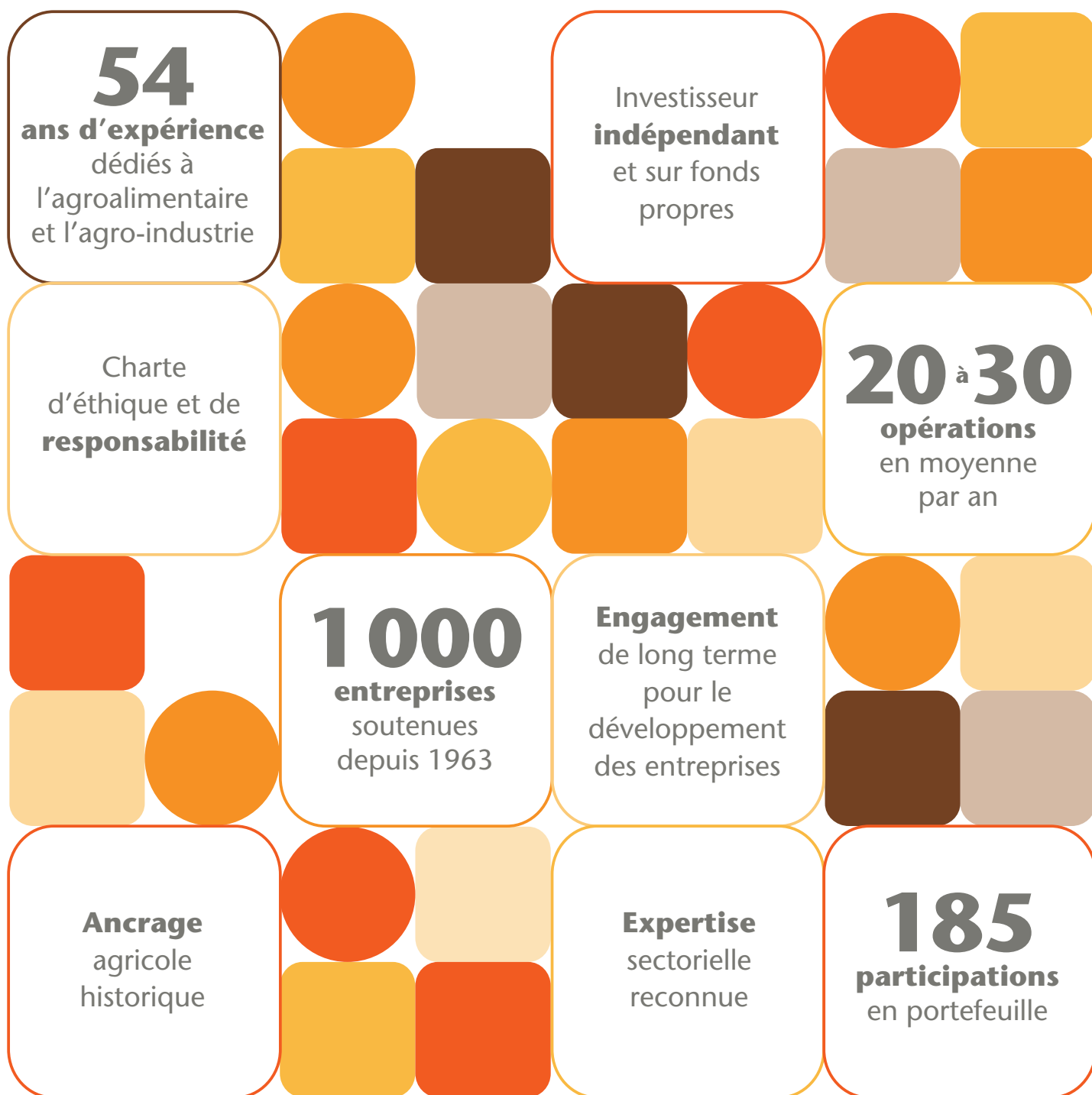
Credit photo : Fotolia.

**VOUS SOUHAITEZ
ALLER DE L'AVANT,
VOTRE BANQUE EST LÀ
POUR VOUS
ACCOMPAGNER.**



Crédit  Mutuel

* Enquête réalisée par BearingPoint et Kantar TNS novembre 2017 auprès de clients/usagers d'entreprises/administrations, issus d'un échantillon de 4 000 personnes.
CNCM - 88/90 rue Cardinet - 75017 Paris.



LE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES

Unigrains accompagne le développement à long terme des entreprises françaises et européennes de toutes tailles en tant qu'actionnaire minoritaire actif et apporteur de valeur ajoutée. Avec plus de 50 ans d'expérience du capital-investissement dans l'agroalimentaire et l'agro-industrie, Unigrains est fier d'avoir apporté son expertise à plus de 1 000 entreprises.

